

LES MASSACRES DU 20 AOUT

... Edgar Faure convoquait le comité de coordination chargé d'étudier le programme qu'il se proposait de réaliser pour trouver une solution aux problèmes d'Afrique du Nord.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Ribeaud



UNE EXPLOSION DE HAINE

Yves COURRIÈRE

AOÛT 1955. Pas de vacances pour la politique internationale, dont Genève semble devenir le rond-point estival. La conférence sino-américaine s'y ouvre le premier jour du mois. Bientôt suivie de celle qui débattra l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. L'Est et l'Ouest, le « monde libre » et le « paradis du peuple », y font assaut de bonnes intentions alors que grandissent, au Proche-Orient, les risques d'un nouveau conflit. L'Égypte et Israël rompent les pourparlers engagés. Quant à la France, elle ne pense qu'à l'Algérie. Quand je dis la France, j'entends le gouvernement français. Les citoyens, eux, sont tout à leurs congés payés. Les travailleurs tentent d'oublier, au soleil du mois d'août, les difficultés d'une année sociale mouvementée. Mais c'est d'Algérie que vient le drame.

Nous voilà au 20 août 1955. Une date terrible. Une date inoubliable dans le déroulement de ce conflit algérien. Une date que chacun des lecteurs attend. Je vous avais dit dans mon premier éditorial de cette série sur la guerre d'Algérie : « Raconter. Tout raconter. Ne faire plaisir à personne, mais dire la vérité. Accepter toutes *les vérités. » Dans ce numéro, elles sont particulièrement dures à avaler. Quels que soient votre clan, vos opinions, certains des papiers que vous allez lire vont vous choquer. Vous n'admettrez pas que Marie Elbe parle d'Oradour en évoquant le massacre du 20 août. Vous aurez dix cas d'Oradour à citer au cours de la répression militaire française.*

Vous n'admettrez pas que Youssef Zertouti parle de Zighout Youssef – responsable F.L.N. du 20 août – comme du plus « humanitaire » des chefs du Constantinois. Vous aurez à citer des récits de mutilations atroces, d'exécutions en série commises par le F.L.N.

Marie Elbe et Youssef Zertouti vous parlent de chacun des camps, des hommes qu'ils ont connus, des événements qu'ils ont vécus. Il faut les entendre. Je vous ai prévenus. Toutes *les vérités... Vous avez entre les mains les pièces du dossier. Les motivations de chacun, leurs réactions devant la répression et la responsabilité collective, pour les Algériens, devant le massacre aveugle pour les Européens.*

Dans cette guerre qui ne veut – qui ne voudra – jamais dire son nom, la date du 20 août 1955 est essentielle. Désormais, en Algérie, il y aura « avant le 20 août » et « après le 20 août ». Entre les deux, un flot de sang, un déferlement de haine. Et deux peuples qui ne se sont jamais compris cohabitant sur une terre qu'ils aiment également.

Y. C.

SOMMAIRE N° 206



Comme dira le général Allard, « la guerre de surface est une mangeuse d'effectifs ». Ce mot devient un leitmotiv.

René Bail

L'AURÈS ? PARLANGE !

LA nomination de Jacques Soustelle à la tête du gouvernement général de l'Algérie en remplacement de Roger Léonard avait été mieux accueillie par les Français musulmans que par les Français de souche et avait créé dans le milieu militaire une espérance de voir aboutir les demandes de renforts en personnel et en matériel du général commandant interarmées en Algérie pour reprendre les opérations dans l'Aurès, abcès de fixation de la rébellion.

Et pourtant, la période qui s'étend du 15 février à la fin du mois d'avril fut décevante pour l'armée : les renforts massifs espérés s'étaient transformés en maigres effectifs ; l'action du F.L.N. se faisait de plus en plus pressante ; en France, une propagande obéissant à des mots d'ordre communistes visait à saper le moral des combattants et des jeunes désignés pour servir en Algérie ; à l'étranger, l'attitude anticolonialiste était de règle, sans pourtant avoir examiné avec objectivité l'enjeu que présentait l'Algérie dans la politique occidentale. Tout cela créait un climat grisâtre alors que le printemps algérien dans le bled éclatait de lumière et de couleurs.

En revanche, à partir de la fin du mois d'avril, les mesures énergiques prises par le gouvernement permirent, avec l'arrivée de renforts, de poursuivre l'effort de répression et d'entamer un processus de pacification.

Pendant la première période précitée ▶

des effectifs ! encore des effectifs ! 34 goums sont levés sur tout le territoire



◀ La rocade Sud, voie rectiligne qui relie l'Oranie au Constantinois par les hauts plateaux. C'est déjà le paysage semi-désertique où la chaleur est si forte et la lumière si violente qu'on peut y voir des mirages. Une route où la panne est peu recommandée.

René Bail



Partout où l'armée ▶ est engagée, Aurès, Kabylie, Nord constantinois, les lois de la guerre se heurtent à la loi tout court. Il faut faire les sommations d'usage, ou ne tirer sur un rebelle que s'il a ouvert le feu le premier.



Chapeau de ▶ brousse, arme et foulard à l'épaule. Une opération se prépare. La couleur du foulard varie selon les jours. Elle est donnée au dernier moment et permet aux hommes de se reconnaître sur le terrain tourmenté. Les rebelles, connaissant la couleur du foulard, pourraient, en nouant eux aussi un tissu autour de leur épaule, jouer de la surprise.

P. Astre

— février à avril — aucune opération d'envergure ne vint modifier d'une manière sensible la situation générale. Mais en revanche, localement, des actions à objectifs précis et limités dans l'espace furent constantes, menées avec énergie contre les rebelles qui attaquaient des douars isolés, harcelaient les fermes et les véhicules sur les routes, pillaient, assassinaient les Français musulmans supposés francophiles ou qui leur résistaient. Ces opérations eurent lieu dans le Constantinois, dans l'arrondissement de Souk-Ahras et dans la zone de Tébessa.

Des opérations semblables furent conduites dans le massif de l'Aurès pour rejeter les rebelles dans la montagne et dégager les voies de communication entourant le massif ou le traversant par M'Chounèche et Arris.

En Kabylie — où les communes mixtes ne disposaient que d'un administrateur et d'un adjoint —, l'autorité militaire implanta, petit à petit, des postes tenus par des effectifs suffisants (une section ou une demi-compagnie) pour étayer l'action des autorités civiles et, à l'occa-



Marc Peschier

sion, avec un renfort temporaire, entamer une opération limitée dans le temps. La présence de ces postes rassurait les populations, dont certaines se montraient lasses des exactions de leurs coreligionnaires. L'effort de pacification fut porté en première urgence dans les communes d'Azazga, de Michelet, de Dra-el-Mizan.

Toutes les opérations menées de jour et de nuit nécessitaient l'emploi constant des cadres et de la troupe, sur la brèche depuis des mois.

Inlassablement, le général commandant interarmées attirait l'attention du gouvernement sur la nécessité absolue de lui fournir des renforts, les opérations sur de grands espaces entraînant des besoins importants en bataillons d'infanterie de montagne, éclairés, soutenus par une aviation légère de reconnaissance et d'appui. Enfin, il signalait que seuls des hélicoptères permettraient, en transportant des commandos, d'obtenir la surprise dans un pays aux pistes peu nombreuses, excluant tout déplacement rapide.

Le problème des effectifs continuait à être la « bête noire » de l'état-major.

Il apparut bien vite aussi qu'il était urgent d'employer des contingents locaux connaissant le pays pour parfaire l'action des troupes régulières. A cet effet, 34 goums furent levés dans toute l'Algérie commandés par des cadres français ; c'était l'ébauche de forces supplétives.

Action politique et militaire

Le 3 avril 1955, le Parlement métropolitain vota la loi dite de « l'état d'urgence ». C'était le « dispositif juridique qui, tout en laissant aux autorités civiles l'exercice des pouvoirs traditionnels, renforçait et concentrait ceux-ci de façon à les rendre plus adaptés à des événements ayant un caractère de calamité publique, susceptibles de mettre en danger l'ordre public ou de porter atteinte à la souveraineté nationale ».

Que représentait, dans le domaine pratique des relations entre autorités civiles et militaires, cet état d'urgence ?

D'abord, la mise en commun des renseignements recueillis aussi bien par la sûreté, la gendarmerie, que par les organes spécialisés des armées de terre, mer et air. Ensuite, la combinaison et l'association des moyens politiques et militaires, ce qui impliquait le choix entre parfaire l'action politique par une opération militaire ou compléter une action de force par des mesures politiques, économiques et sociales, pour ne pas en perdre le bénéfice.

L'application de ce dispositif nécessitait, de la part des autorités chargées de l'appliquer, beaucoup de souplesse et de volonté d'aboutir ; tout était donc une création continue et nuancée dans le temps et dans l'espace, chacune des autorités présentant son point de vue et le défendant. En cas de besoin, la décision finale appartenait toujours à l'autorité civile du secteur.

L'état d'urgence fut donc légalement décrété et appliqué, courant avril 1955 :

1. Dans le Constantinois, à l'arrondissement de Batna, qui couvrait la majeure partie de l'Aurès, et au secteur de Tébessa, qui barrait au sud la direction Tunisie-Aurès ;

2. En Kabylie, à la totalité de l'arron- ▶

avec les képis bleus, une guerre "oui, mais..."

dissement de Tizi-Ouzou, à la commune mixte de Palestro (de l'arrondissement d'Alger), à celle d'Aïn-Bessem (de l'arrondissement d'Aumale).

En même temps fut créée la « zone opérationnelle de Kabylie » comprenant les territoires désignés ci-dessus. Dans cette zone, un colonel fut placé aux côtés du sous-préfet de Tizi-Ouzou, qui lui-même fut remplacé, en juin 1955, par un « préfet délégué ».

Ces mesures mirent fin à cette période d'attente si décevante pour l'armée, qui put alors mieux coordonner ses efforts avec ceux de l'administration.

La fin du mois d'avril marqua une orientation nouvelle de la lutte contre la rébellion. François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, vint faire une inspection en Afrique du Nord. Après avoir examiné avec le gouverneur général Soustelle et le général commandant interarmées la situation qui se dégradait de jour en jour, ils décidèrent d'intensifier les mesures.

La première fut de créer immédiatement un « commandement civil et militaire de l'Aurès » du type « affaires indigènes du Maroc » et de le confier sans délai au général Parlange, qui avait fait une carrière brillante au Maroc dans cette spécialité. Il prenait sous ses ordres toutes les autorités civiles (sous-préfets, administrateurs, police) et toutes les troupes stationnées sur son territoire, y compris la gendarmerie.

L'état d'urgence, primitivement appliqué à l'arrondissement de Batna, fut étendu au secteur de Biskra. Afin de mieux isoler l'Aurès du Sud tunisien, il engloba le territoire d'El-Oued (nord-est du Sahara), par où pouvaient passer les armes venant de Libye.

Dès sa prise de fonctions, dans les derniers jours d'avril, le général Parlange, accompagné d'une équipe d'officiers des affaires indigènes, créa des cercles militaires dans les principales communes mixtes : Arris, M'Chounèche, en plein cœur de l'Aurès, et sur le pourtour (Khenchela, Zeribet-el-Oued, etc.). La mission des commandants de cercle était de reprendre le contact avec la population et de lui faire sentir l'autorité de l'administration, de se renseigner afin de distinguer les douars fidèles de ceux qui étaient en rébellion, de réprimer les actes de banditisme, de réduire les taches de dissidence, mais surtout de pacifier les esprits et de protéger les Aurésiens.

Les troupes régulières dans ce secteur, comprenant essentiellement 12 bataillons, 3 escadrons, 1 tabor, étaient susceptibles d'être renforcées temporairement pour une opération déterminée.

En même temps furent recrutés les premiers éléments de forces supplétives.

Les autorités responsables du maintien de l'ordre craignaient à juste titre que la période du ramadan, qui tombait, en 1955, au mois de mai, ne fût une source d'excitation supplémentaire. De fait, les attentats — 300 pour toute l'Algérie — augmentèrent sans toutefois présenter un caractère alarmant. A noter que, dans l'Aurès, l'agitation s'était nettement ralentie dès l'installation des cercles militaires. Un conseil interministériel, en date du 16 mai 1955, prit des décisions importantes :

1. Accroissement des forces de



Coll. particulière

Le général Lorillot, qui succède au général Cherrière à la tête de l'armée en Algérie. D'abord le Constantinois.



E.C.A.

Le général Parlange. Avec des effectifs réduits, limiter les activités de la rébellion dans l'Aurès.



Peu à peu, l'armée s'insinue dans les régions les plus sauvages de Grande Kabylie.

Laporte

l'armée de terre — au moins 100 000 hommes — et de la gendarmerie ;

2. Revalorisation des unités déjà en place par l'affectation de cadres, officiers et sous-officiers ;

3. Participation des unités de la marine : 2 000 fusiliers marins organisés en commandos ;

4. Envoi d'avions, d'hélicoptères et de personnel de l'armée de l'air ;

5. Recrutement d'Algériens autochtones pour des unités supplétives ;

6. Envoi de renforts de police : commissaires, inspecteurs, agents.

Ces décisions furent complétées par des instructions du ministre de l'Intérieur précisant :

a) utilisation de toutes les possibilités de l'armement dans les zones où la rébellion est ancienne, y compris le bombardement par avion ;

b) écrasement dans l'œuf de toute tentative de dissidence, dans les régions non encore touchées.

Toutes ces mesures donnaient satisfaction aux demandes du général commandant interarmées faites dès le mois de novembre 1954, reprises en décembre, puis en janvier et mars 1955.

◄ A peine débarqué à Alger ou à Oran, l'appelé sera immédiatement envoyé dans le bled. Souvent, il participera, le premier jour de son arrivée dans son unité, aux opérations en cours.

Photos E.C.A.

Sept bombes à Philippeville

C'est ainsi que fut mise en route, de la région de Nancy vers l'Algérie, la 2e D.I.M. commandée par le général Beaufre. Les différentes unités de cette division débarquèrent à partir du 20 mai et furent dirigées sur la Kabylie, où leur implantation définitive se termina le 15 juin.

Deux autres divisions — la 19e D.I. et la 27e D.I.A. — devaient suivre.

D'autre part, le groupement dit « AM-314 » avait été rejoint par d'autres unités et le tout forma la 14e D.I., dont le secteur fut le Nord-Est constantinois.

Un décret en date du 22 mai autorisait le rappel sous les drapeaux du deuxième contingent de la classe 1953 résidant en Algérie.

Les opérations militaires dans le commandement civil et militaire de l'Aurès furent engagées en juin contre les bandes rebelles. Sur tout le territoire, elles subirent de lourdes pertes (500 hommes hors de combat). Plusieurs douars furent occupés, d'autres firent leur soumission, mais dans ce massif, où les grottes sont nombreuses et la montagne difficilement perméable, un millier de rebelles pouvaient encore former un noyau de résistance.

Le 17 juin, à Philippeville, sept bombes éclatèrent et de très nombreuses petites bandes se répandirent dans la ville, tirant sur les passants isolés, en blessant d'autres à coups de bâton, mettant le feu à des véhicules et des devantures. Les forces urbaines de police, de gendarmerie, de C.R.S. et des éléments de l'armée dispersèrent les rassemblements et furent maîtres de la situation, non sans de sérieux accrochages.

Fin juin, un convoi de ravitaillement en vivres et munitions fut intercepté dans le Sud tunisien ; il avait pour destination l'Aurès et avait été mis en route par « les frères arabes du Proche-Orient » *via* la Libye.

Ce premier semestre se termina mieux qu'il n'avait commencé.

C'est à ce moment que le général commandant interarmées Paul Cherrière, atteint par la limite d'âge, fut remplacé par le général H. Lorillot, qui avait fait une longue carrière au Maroc et exercé un commandement en Indochine. H

Gal André LENORMAND



E.C.A.

LORSQUE je pris le commandement du Constantinois, en mars 1955, les troupes en opérations de « maintien de l'ordre » n'avaient pas le droit d'ouvrir le feu sans avoir été préalablement attaquées. Tout engagement au cours duquel il y avait eu tués et blessés donnait lieu à enquête de la gendarmerie avec reconstitution sur les lieux en présence d'un magistrat instructeur ! Tout rebelle pris au combat devait être déféré au procureur de la République qui, faute de preuves légales établissant que le prévenu avait fait le coup de feu, le remettait en liberté dans les quarante-huit heures.

Frapper l'imagination

On imagine aisément les résultats d'un tel comportement quand on connaît la mentalité primitive des tribus de l'Aurès. Pour elles, la force n'était plus du côté de l'autorité légale, qui, avec tout l'appareil de sa souveraineté, se montrait incapable de mettre à la raison les révoltés, mais bien du côté de ces derniers, qui se livraient sans dommage à des assassinats et exactions spectaculaires.

Les avantages des rebelles étaient certains : terrain montagneux, boisé, dur et inhospitalier, sans voies de pénétration ; population peu dense mais arriérée, imperméable aux influences extérieures, jalouse de son particularisme et de sa langue et, fait capital, sous-administrée à un degré incroyable.

Très vite, les chefs de l'insurrection avaient compris qu'il leur fallait d'abord frapper l'imagination des populations pour s'imposer à elles ; d'autre part, conscients de leur faiblesse numérique, de leur inorganisation et de leur manque de moyens, ils évitèrent systématiquement tout contact avec les forces de l'ordre, imposant silence aux populations par les moyens les plus violents et les plus spectaculaires. Tout musulman seulement suspecté de contact avec les autorités était trouvé, un matin, la gorge ouverte devant sa mechta ou sur la place du village. Les rebelles vivaient dispersés dans les douars, mêlés à la population, ne se rassemblant par petits groupes dans la montagne que pour des actions aussi rapides que brutales : assassiner un agent de renseignements ou un militaire isolé, attaquer un chantier de travailleurs ou incendier une école. Manquant d'armes, la seule action à caractère militaire sera l'embuscade contre un détachement léger, une patrouille ou un convoi de ravitaillement imprudemment aventurés loin de tout secours.

Devant ce mouvement à caractère insurrectionnel, qui s'appuyait sur une idéologie centrée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur le droit à l'indépendance, qui exploitait l'anticolonialisme, puisant son soutien moral dans la mystique de l'Islam, mettant à profit le sous-développement du pays, le chômage, la misère réelle des masses, la réaction de notre côté fut, pendant des mois, uniquement policière et militaire, alors qu'il y avait tant de réformes à faire dans tous les domaines.

Aucune mesure politique n'est prise

A la fin de mars 1955, je rendis compte de la situation au général Cherrière, commandant la Xe région, dans les termes suivants (lettre n° 158/cab du 30 mars) :

« Je vois la situation se dégrader progressivement. La zone d'activité des rebelles s'étend chaque jour davantage. Ces derniers agissent maintenant de part et d'autre de la route Biskra-Batna et au

MARS 55 : A L'EST, RIEN DE NOUVEAU !



Une mitrailleuse fouille un paysage de pierraille et de broussailles. C'est une des scènes classiques de cette guerre. Apparemment, il n'y a rien d'autre que du silence dans le paysage. En fait, des gens vivent là, dans leurs mechtas pouilleuses, ballottés dans une guerre dont ils ne savent pas grand-chose sinon que, la nuit, parfois, des hommes passent, en petits groupes armés, et que des pierres roulent sur les sentiers ; que, le jour, d'autres arrivent, avec des casques, des armes, et qu'on a peur.

nord de la rocade Batna-Khenchela-Tébessa. Dans le nord du département, les zones d'El-Milia, Fedj-M'Zala, Mila, d'une part, et de Condé-Smendou, El-Arrouch, d'autre part, retiennent de plus en plus l'attention. Les contrôles de circulation sont pratiquement inexistants [...], les rebelles circulent librement à pied, en voiture ou en chemin de fer. Les perquisitions sont interdites, l'éloignement des suspects n'est pas pratiqué [...]. La population autochtone est terrorisée et perd chaque jour davantage confiance en nous ; elle estime, malheureusement à juste titre, qu'il y a moins de risques à se soumettre aux exigences des rebelles et à les aider qu'à rester du côté de l'ordre et surtout à nous renseigner. La population européenne est démoralisée et sans aucun ressort ; les colons, apeurés, réclament une garde militaire permanente dans chaque ferme ; en revanche, tel directeur de mine refuse la protection de la troupe pour ne pas se compromettre aux yeux des rebelles. Faute du concours de la population et en l'absence de troupes légères autochtones (partisans ou supplétifs), les unités militaires agissent en aveugles, tous les mouvements, quelles que soient les ruses employées, sont observés et signalés aux rebelles (bergers sur les crêtes) et toujours à temps pour que ceux-ci s'évanouissent ou se portent en embuscades... Aucune des mesures attendues dans le domaine politique n'a encore été prise. »

On fait venir les A.I. du Maroc

Cinq mois depuis la Toussaint sanglante de 1954. Cinq mois pratiquement perdus. Jacques Soustelle, le nouveau gouverneur général, arrivé le 15 février à Alger, avait cependant pris rapidement conscience de la gravité de la situation. « Autant il est indispensable de combattre le terrorisme, autant une politique de pure répression serait dangereuse et inefficace », disait-il, mais il mit tout le mois de mars à tenter de convaincre Paris de lui accorder les crédits nécessaires pour entreprendre les réalisations les plus urgentes et, par une loi appropriée, adapter la législation à la situation sans pour autant recourir à l'état de siège, dont il redoutait les effets. Cette loi sur l' « état d'urgence » fut votée le 3 avril, mais elle ne s'appliquait qu'à la zone de l'Aurès.

Pour pallier la sous-administration, on préleva des administrateurs adjoints dans les autres régions d'Algérie et l'on fit venir du Maroc des officiers des affaires indigènes, de façon à quadriller la zone rebelle et à exercer une action politico-militaire et sociale sur la population, permettant une reprise du contact humain capable de redonner confiance et, par voie de conséquence, d'obtenir les renseignements indispensables à l'action des troupes. Fin avril enfin, un commandement civil et militaire de la zone Sud constantinois fut créé et confié au général Parlange, remarquable officier des affaires indigènes du Maroc.

Ces mesures étaient excellentes, mais elles arrivaient bien tard et, surtout, elles étaient incomplètes et limitées.

Les pouvoirs du général Parlange étaient plus théoriques que réels. Recevant ses directives du Gouvernement général, il dépendait du préfet pour leur application, et du point de vue militaire, il était subordonné au général commandant la division de Constantine, lui-même aux ordres du préfet dans le cadre du maintien de l'ordre.

La loi d'urgence, avons-nous dit, ne s'appliquait qu'au Sud constantinois. Le 28 avril, dans une note (n° 200/cab/SP) ▶



A. Édouard/Afrique Photo

Allard réclame (en vain) des hélicoptères

adressée au préfet Dupuch et au général Cherrière, je réclamai en ces termes son extension à tout le département : « De nouveau, la zone frontière s'agite, plusieurs bandes sont signalées dans la commune mixte de La Meskiana et entre La Calle et Bou-Khadra... Dans la zone montagneuse du Nord constantinois, qui, par El-Aria, Condé-Smendou, El-Guettara et Grarem, rejoint les monts de Petite Kabylie, l'inquiétude des populations causée par des assassinats spectaculaires, est à son comble. A mon avis, le durcissement de notre attitude dans le Sud [...] aura pour conséquence de hâter le pourrissement des autres régions [...], les agitateurs rebelles vont avoir intérêt à quitter la zone d'application de la loi d'urgence, pour aller ailleurs poursuivre leur travail de création de cellules, de recrutement, de constitution de bandes [...] afin d'étendre la guérilla dans les régions du département où l'absence de mesures d'exception leur assure une quasi-impunité... »

Le 8 mai, l'insurrection éclata dans la région d'El-Milia et, quelques jours après, dans celle de Condé-Smendou-El-Arrouch. Le Nord constantinois s'embrasait à son tour.

C'était la brutale mais prévisible extension de cette rébellion que l'on avait cru pouvoir circonscrire dans les limites des massifs du Sud constantinois.

Quatre hélicoptères pour le Constantinois

L'affaire du 8 mai dessille les yeux. C'est alors un dialogue serré entre Paris et le Gouvernement général. Soustelle ne se leurre pas. Pour lui, l'affaire est grave, mais, dilemme tragique, il est pris entre son penchant naturel pour des mesures libérales : application du statut de 1947 resté jusque-là lettre morte, dialogue avec, sinon les chefs de la rébellion, du moins avec des chefs nationalistes restés attachés à la France, tel Ferhat Abbas, d'une part, et, d'autre part, les exigences des représentants du gros colonat et des brasseurs d'affaires européens, pour lesquels seule une répression brutale peut ramener le calme. Or le souvenir des événements de Sétif en 1945 est dans toutes les mémoires. Il lui faudra louvoyer.

Le rapatriement des troupes d'Indochine est à peine commencé et dans des conditions telles que leur remploi rapide en Algérie est impossible. Heureusement, la Tunisie peut fournir une division, dont d'ailleurs le tiers est déjà engagé dans le Constantinois.

Fin mai, compte tenu de l'arrivée des éléments de la 14e division de Tunisie, la totalité des forces du Constantinois ne comprenait que 35 bataillons d'infanterie, 9 escadrons blindés, 3 groupes d'artillerie et 19 escadrons de gendarmerie mobile.

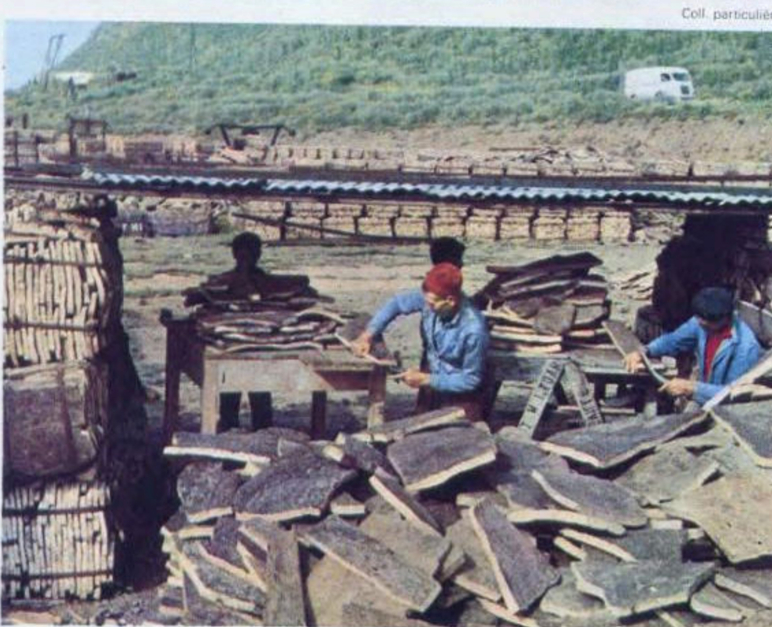
C'était encore bien peu. La guerre en surface, la guerre subversive, est une mangeuse d'effectifs. Voies ferrées et principaux axes routiers devaient être patrouillés en permanence, les ouvrages d'art et points sensibles du territoire devaient être gardés, les réquisitions de

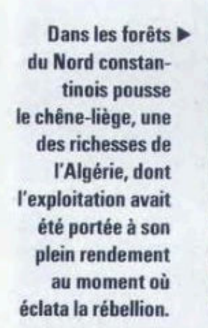


◀ Dans la zone montagneuse du Nord constantinois, le terrorisme fait des ravages, dans ce premier semestre 1955. Le F.L.N. recrute, organise des cellules et forme des bandes.

Le barrage de Beni-Bahdel, non loin de Tlemcen. Une des réalisations de la France en Algérie. Œuvre que le F.L.N. tentera à de nombreuses reprises de détruire, par tous les moyens, sans y parvenir. ▶

Coll. particulière





Dans les forêts du Nord constantinois pousse le chêne-liège, une des richesses de l'Algérie, dont l'exploitation avait été portée à son plein rendement au moment où éclata la rébellion. ▶

l'autorité préfectorale se faisaient chaque jour plus nombreuses, aujourd'hui, c'était un chantier d'exploitation de liège qui devait impérativement être protégé, demain, ce serait telle mine, telle grosse ferme... Il restait peu de troupes disponibles pour opérer contre les bandes rebelles, et encore n'avaient-elles pas toute la mobilité désirable.

L'hélicoptère était l'outil de choix pour de telles opérations. Seul il permettait de réaliser la surprise sans laquelle aucun accrochage n'était possible avec un ennemi qui refusait systématiquement le contact. Or, le 26 mai, malgré mes demandes réitérées, je ne disposais, dans tout le Constantinois, que de quatre hélicoptères moyens Sikorski, capables, dans les meilleures conditions, d'emporter chacun cinq hommes armés ! Ce n'était qu'un commando de vingt hommes qui pouvait être héliporté à la fois ; il fallait cinq rotations pour amener à pied d'œuvre la valeur d'une compagnie légère, mais cette méthode permit, en plusieurs occasions, de surprendre l'ennemi et de lui infliger des pertes.

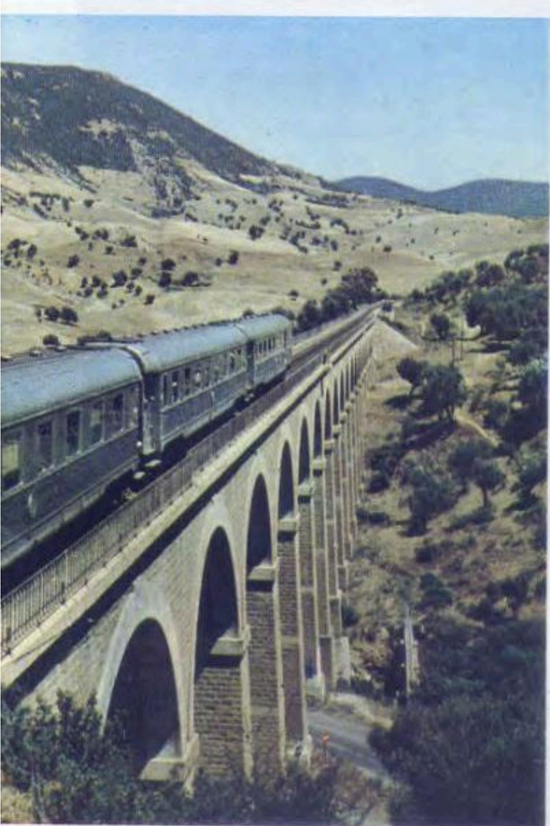
Depuis longtemps j'avais formellement interdit les opérations de grande envergure, dites de ratissage, totalement inefficaces, mettant l'accent sur l'exploitation immédiate du renseignement par des unités légères, mobiles, animées de la plus grande agressivité, et sur les opérations de nuit. Dans chaque bataillon, une compagnie était spécialement entraînée aux procédés de lutte antiguérilla. Les bandes rebelles étaient constamment traquées. Cependant, les engagements étaient encore rares, les rebelles ne se sentant pas encore de taille à affronter nos unités en combat. Leur effort, en mai et juin, s'accentua contre la population autochtone, on vit apparaître des procédés nouveaux de pression. Pression individuelle : interdiction de fumer, de consommer dans les cafés européens, de travailler chez des Français, de porter des décorations ; brimades peut-être, mais toujours assorties de sanctions sanglantes contre les récalcitrants : mutilation du nez, des lèvres, de la main, ou assassinat. Également pression collective : réquisition de tous les hommes d'un douar pour abattre dans la nuit des centaines de poteaux télégraphiques, barrer les routes par des tranchées, détruire des ponts, couper des vignes et des arbres fruitiers appartenant à des Français...

La peur s'installe dans le bled

La tactique était subtile qui consistait à faire participer de force la population à des actions spectaculaires et intolérables : les autorités ne pourraient que la tenir pour responsable de tels agissements. C'était l'engrenage voulu. De fait, les ordres d'Alger pour une fermeté accrue se multiplièrent. Ainsi fut établi le principe de la responsabilité collective. Les malheureux habitants furent tenus de réparer de jour pour le compte de l'administration (ou de payer) ce qu'ils avaient été obligés de détruire de nuit sur l'ordre des rebelles.

La peur s'installait dans le bled. Le fossé se creusait chaque jour davantage entre les deux communautés. L'opinion publique, sensibilisée par les nouvelles quotidiennes et les reportages de la grande presse, s'alarma. Interventions au Parlement et déclarations ministérielles se succédèrent. Le Constantinois devint le lieu privilégié des visites d'information ministérielles et de commissions parlementaires.

Les déclarations de ces personnages prônaient la plus grande fermeté : « Il faut écraser cette révolte par tous les ▶



◀ Dans les vallonnements du haut Chélif, des viaducs enjambent les talwegs. Le passage du train Inoux, près de Margueritte, au pied du Saccar. C'est le train qui va d'Alger à Oran, chaque jour. Il a été plusieurs fois visé par le F.L.N.



◀ **Les ruines de la basilique chrétienne de Tébessa (IVe siècle). La ville de Tébessa, l'antique Theveste, éprouvée par les troubles religieux et sociaux de l'époque, fut pillée mais non détruite par les Vandales au Ve siècle.**

Reveillère

Reveillère

se garder du danger d'un optimisme vain

moyens, il faut en finir rapidement ! » Certains officiels allèrent jusqu'à s'étonner publiquement que l'armée fît des prisonniers, « tout rebelle pris les armes à la main devait être abattu ». Je dus m'élever personnellement contre de telles déclarations, toujours verbales.

Mais le mythe du « maintien de l'ordre » continuait. Officiellement, il ne pouvait y avoir de prisonniers de guerre puisqu'il n'y avait pas de guerre. Nos prisonniers, même en uniforme (car maintenant ils en étaient revêtus), n'étaient toujours considérés que comme délinquants de droit commun et étaient obligatoirement livrés à la police pour interrogatoire, information et comparution en justice.

Fin juin, l'ensemble des mesures prises pour contrecarrer la rébellion, l'extension à l'ensemble du département de la loi sur l'état d'urgence, l'annonce par le gouverneur général d'un plan de réformes, un certain nombre de succès militaires, eurent un effet psychologique certain tant sur la population européenne que sur les éléments autochtones. On nota une réelle détente.

Pour la première fois depuis huit mois, les forces de l'ordre avaient nettement repris l'initiative. En juillet, deux importantes bandes rebelles qui tentaient de gagner la Kabylie par les monts du Hodna furent interceptées et entièrement détruites; dans l'ouest du département.

Il semblait alors que l'on fût sur la bonne voie. Dans la lutte de vitesse engagée entre les forces de l'ordre et la rébellion, une situation d'équilibre s'établissait nettement.

Telle apparaissait la situation en cet été de 1955.

Je conclurai en reproduisant ce que j'écrivais, dans ma synthèse mensuelle de renseignement, le 30 juillet :

« Il serait très dangereux de se laisser aller à un optimisme exagéré. Cette pause ne semble pas correspondre à une diminution du potentiel rebelle. Au contraire, il y a tout lieu de penser qu'elle marque seulement un changement dans les méthodes d'action. Le commandement rebelle s'est renforcé, hiérarchisé, et fait sentir une action plus coordonnée sur les bandes, qui sont mieux tenues en main. Il est symptomatique de noter que le caractère local des groupes rebelles tend à disparaître par suite d'un brassage voulu de leurs éléments pour leur donner certainement un caractère plus national.

» Une nouvelle phase semble devoir bientôt s'ouvrir, où le commandement rebelle, tout en poursuivant et en intensifiant le terrorisme indispensable pour agir sur la population, fera passer au premier plan les actions militaires brutales contre les forces de l'ordre. »

Trois semaines plus tard, le 20 août, les maquisards de la wilaya 2 attaquaient par surprise vingt-cinq centres et postes militaires dans le Constantinois. H

Général Jacques ALLARD (C.R.)
Ancien commandant de la division de Constantine de mars à août 1955.

Reveillère



Les tapis algériens présentent une riche gamme de couleurs. Ils sont de haute laine et à points noués à la main. Les types les plus caractéristiques sont ceux du djebel Amour et de Kalaa (Oranie), du Guergour, des Ziban, du Souf et de Tébessa (Constantine).



L'Armée de libération nationale forme ses premières compagnies... Le vieux paysan algérien, indifférent, continue ses travaux agricoles.

René Vautier

CHEFS DE LA WILAYA 2

L'HISTOIRE du F.L.N. dans le Constantinois se confond, au début de la rébellion, avec celle d'un homme exceptionnel : Didouche Mourad.

Didouche est né en 1927 à Alger, au Golf et, après la seconde guerre mondiale, c'est à Alger qu'il travaille : il est, tout comme son ami Ahmed Bougarra, le futur colonel de la wilaya 4, dit Si M'hamed, cheminot à la gare centrale de la capitale et militant de la C.G.T. Responsable du M.T.L.D., il effectue cependant, pour le compte de ce mouvement, de nombreuses missions à Constantine, où il loue une petite chambre dans une maison dominant le Rhumel, et il s'attache passionnément à cette région.

Leader de l'O.S. dès la création de l'organisation secrète, en 1947, il passe à la clandestinité au moment de la répression de 1950, se cache plusieurs semaines à la campagne, puis se réfugie à Paris en même temps que Mohamed Boudiaf.

Il rentre secrètement à Alger au printemps de 1954, et il est, avec son inséparable compagnon, Larbi Ben M'Hidi, de toutes les rencontres « historiques » qui préparent l'insurrection de la Toussaint : le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (il est un de ceux qui ont l'idée de ce sigle), le « Congrès des 22 », la « Réunion des fondateurs », où six chefs résolus délimitent les régions où ils vont agir. Il est d'abord question de confier l'Algérois à Didouche et d'attribuer le Constantinois à Rabah Bitat, mais, finalement, les deux hommes permutent. C'est en tant que responsable du Constan-

Didouche Mourad et Zighout Youssef: deux héros pour les rebelles du Constantinois



tinois que Didouche Mourad — devenu, pour la vie clandestine, Si Abdelkader — participe à la rédaction de la proclamation du 1er novembre.

Au sein de la première direction du F.L.N., le commandant de la région 2 ne ressemble pas tout à fait à ses pairs. Alors que ses compagnons sont pauvres et d'une foi musulmane plutôt puritaine, il appartient à une famille relativement aisée — mais il donne à l'organisation tout ce qu'il possède, avec un désintéressement total — et il ne dédaigne pas les plaisirs de l'existence — y compris quelques verres d'anisette avec la *kemia,* ou un coup de vin rosé pour accompagner la dégustation des brochettes ou de la tête de mouton, cette haute spécialité gastronomique de Constantine. Il est, en même temps, incorruptible, irréductible, d'une fermeté de roc sur les principes et la morale révolutionnaires. C'est un Robespierre qui aurait la joie de vivre d'un Danton.

Un terrain favorable aux maquis

Une des qualités maîtresses de Didouche est l'obstination. D'autres que lui auraient jeté l'éponge après l'échec — la *chouffa,* diraient les pieds-noirs — des assauts dans le Constantinois, le 1er novembre 1954. Plusieurs chefs de groupe ayant reculé au dernier moment, les actions armées se sont limitées, ce jour-là, à l'attaque infructueuse de la gendarmerie de Condé-Smendou — la localité où Didouche a établi son Q.G. — et au harcèlement des sentinelles de la caserne du Kroub par un commando dirigé par Salah Boubnider (qui deviendra, à la fin de la guerre, sous le nom de Çaout El-Arab, le dernier chef de la wilaya 2). Le chef de la région 2, cependant, ne se décourage pas. Il tisse de nouveaux réseaux de résistance, place à leur tête de nouveaux responsables pour remplacer les timorés et les pusillanimes qui ont lâché pied. Ses objectifs sont toujours aussi ambitieux : « Nous devons avoir des maquis, déclare-t-il, partout où le terrain est fait de montagnes ou de forêts, et des maquisards partout où se trouvent des Algériens en âge de porter les armes. »

Les montagnes et les forêts, elles ne manquent pas, dans le Nord constantinois, tout au long de l'arc de cercle qui, partant de la côte méditerranéenne (d'est en ouest, la frontière tunisienne, La Calle, Collo, Philippeville, Djidjelli), atteint les montagnes de Gounod et de Saint-Charles au-dessus de Bône. Il y a là, sur le plan géographique, tout un territoire relativement isolé et d'accès plutôt difficile, jalonné par des localités telles que Saint-Charles, Robertville - El-Arrouch, Constantine, Aïn-Abid, Oued-Zenati et Guelma, un peu plus au sud.

Les maquisards, eux, y sont potentiellement nombreux. Le Constantinois compte, en effet, pour 200 000 Européens, 3 millions de musulmans essentiellement campagnards, qui ont toujours opposé à la présence étrangère la résistance d'abord passive, puis active, des ruraux attachés à leurs traditions, à leur culture et à leur personnalité arabo-musulmane. C'est dans le Constantinois que les poussées de révolte ont toujours été les plus fortes et que la répression a toujours été la plus rude. Les événements de mai 1945 ont laissé, en particulier, des souvenirs terribles. Plus d'un Algérien qui a serré les poings lors des tueries de cette époque estime, dix ans plus tard, qu'il est l'heure de manger le plat froid de la vengeance.

La mort d'un chef

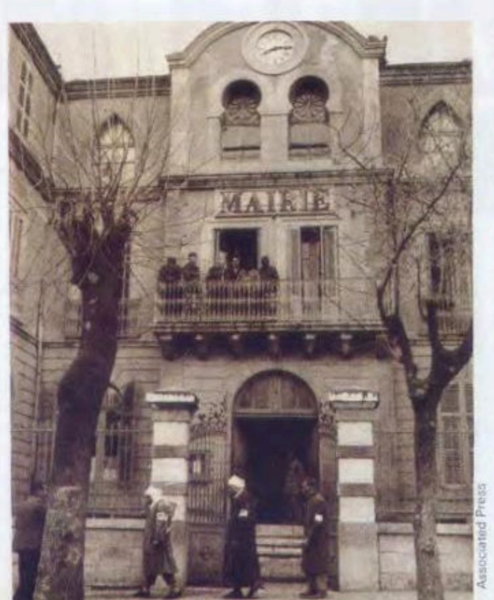
Dans les premiers jours de janvier 1955, Didouche dit à ses adjoints : « La phase de l'organisation souterraine est terminée, la phase de l'action commence. » Il dispose déjà, à cette date, de 400 combattants — assez peu armés, il est vrai — qu'il place sous les ordres de quatre chefs de zone originaires de la région même qu'ils sont appelés à commander. Lakhdar Ben Tobbal (Si Abdallah), un vétéran de l'O.S. qui n'a pas quitté la clandestinité depuis 1950, est ainsi nommé responsable du secteur situé entre les localités de Mila (où il est né), El-Milia, Collo et Souk-el-Teniet. C'est un Bônois, Mostefa Ben Aouda (Si Amar ou Si Mourad), également clandestin depuis 1950, qui dirigera les opérations dans la plaine de Bône jusqu'à Guelma. Guelma-ville, Constantine, Philippeville, El-Arrouch et Condé-Smendou





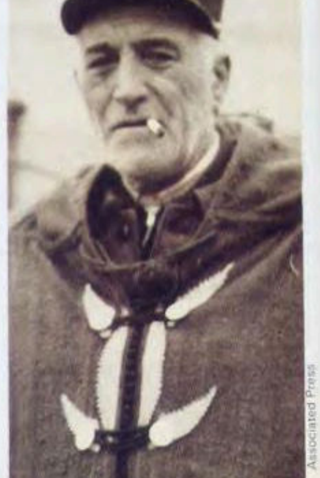
relèvent de l'ancien conseiller municipal de cette dernière localité, Zighout Youssef. Quatrième chef de zone, Baji Mokhtar est chargé de la bande qui va de Souk-Ahras au petit port de La Calle.

L'arrivée rapide de renforts militaires français et le quadrillage très serré de la zone de Condé-Smendou prennent cependant de vitesse le développement du mouvement lancé par Didouche. Ce dernier, accompagné de Zighout Youssef et d'une escorte de dix-huit hommes, décide, le 17 janvier, de quitter de nuit son refuge



Associated Press

A gauche : Condé - Smendou, dans l'Aurès. Trois Chaouïas, portant arme et brassard d'autodéfense, arpentent les trottoirs sous les yeux de l'armée. *A droite :* le garde champêtre Soula, qui tuera le frère de Zighout, chef rebelle.



Associated Press

◀ Trois chefs de la wilaya 2 : *ci-contre :* Zighouf Youssef ; *en bas, de gauche à droite :* Didouche Mourad, Ben Tobbal Lakhdar. Le troisième homme est Ben M'Hidi Larbi, responsable de l'Oranie. Zighout Youssef et Ben Tobbal ont « fait » le 20 août 1955.



Des appelés algériens, ▶ déserteurs de l'armée française, sont recueillis par un groupe de l'A.L.N. Le plus souvent, ils abandonneront l'unité en emportant leur armement et leur équipement. Par leur formation, ils seront souvent pour l'A.L.N. des recrues précieuses. Certains serviront d'instructeurs et de cadres. Toutefois, nombreux seront les indigènes restés fidèles à la France.

Photo Vautier

de Seferjana pour se rendre à Boukerker, première étape d'une marche sur la zone de Guelma. La manœuvre est repérée, à 3 heures du matin, au douar Souadek, près de Condé-Smendou, par les postes d'observation du colonel Ducournau, qui envoie 400 parachutistes cerner le groupe de l'A.L.N.

Lorsque, au lever du jour, Didouche voit la réalité de la situation et comprend qu'il est perdu, il harangue brièvement ses soldats : « Puisque nous ne pouvons forcer l'encerclement, nous devons nous battre. Sachez que la bataille que nous allons engager est décisive non seulement sur le plan militaire, mais sur le plan moral. Il est important que nous démontrions aujourd'hui au peuple l'étendue de notre sacrifice. Que chacun d'entre vous applique correctement les principes de la guérilla ! Frères, nous ne nous reverrons sans doute plus jamais, mais d'autres verront notre pays libre. A vos armes ! »

Le combat dure cinq heures. Douze hommes de l'escorte, dont le lieutenant Si Mohamed, sont tués, deux se rendent. Didouche, qui est le dernier à tirer, est tué d'une rafale de mitraillette. Zighout Youssef et les quatre autres survivants couvrent leur retraite de quelques tirs de harcèlement, se dissimulent dans les buissons et réussissent à « décrocher » vers 17 heures. Dans la soirée, Si Abdelkader, dont personne ne soupçonne encore la véritable identité, est enterré, avec ses compagnons, dans le petit cimetière de Condé-Smendou. Les parachutistes, qui, selon le rapport transmis par Zighout Youssef à la direction du F.L.N. d'Alger, ont eu, pour leur part, 68 morts et 150 blessés, n'apprendront que plus tard qu'ils ont tué le chef de la région 2.

Le " maître du feu " en tablier de cuir

« Didouche Mourad, un vrai chef », déclarera alors laconiquement le colonel Ducournau. « Un seigneur », dira, quelques semaines plus tard, un autre officier français, le colonel Meyer, de son adversaire direct, le successeur de Didouche, Zighout Youssef.

L'amitié qui unissait Didouche Mourad à Zighout Youssef, son aîné de six ans, était celle de deux hommes complémentaires et différents. Autant le premier était expansif, jovial, agité, raisonneur, douteur, autant le second est replié sur lui-même, calme, taciturne, méditatif et pieux. Son autorité, il la tient de son dévouement discret et inlassable aux idées et aux hommes, de sa loyauté et de son goût du travail bien fait.

L'atelier de forgeron-menuisier que ce fils de paysan avait ouvert à Condé-Smendou, au lendemain de la seconde guerre mondiale, n'était pas au centre du village, mais on y trouvait toujours des visiteurs venant bavarder avec l'artisan, le « maître du feu », pendant que celui-ci, toujours vêtu du même pantalon d'écuyer et du même tablier de cuir, ferrait un cheval ou réparait un soc de charrue. Zighout Youssef, adjoint au maire M.T.L.D. depuis 1947 et responsable des élus du « deuxième collège », profitait des jours de marché pour entraîner ses amis dans un café voisin où il donnait ses directives politiques en même temps que les conseils personnels que beaucoup sollicitaient de lui.

En 1948, lorsqu'il mesure que le système colonial bloque les issues légales sur lesquelles ont compté, pendant un certain temps, les nationalistes algériens, ce notable, ce sage devient l'un des chefs de file de la tendance la plus radicale de son parti. Il héberge clandestinement des militants de l'O.S. recherchés par la police, Ben Tobbal, par exemple. Découvert et incarcéré, il s'évade de la prison de Bône où il se trouve en détention préventive. Il suit alors la filière classique qui va du ▶



◀ Vérification d'identité pour un volontaire de l'Armée de libération nationale. Il s'agissait essentiellement de démasquer les agents envoyés par les services spéciaux français. En fait, peu de musulmans coururent le risque de jouer à l'« agent double ».

Vautier

Ben Tobbal, dit "Si Abda

C.R.U.A. à la résistance armée en passant par le « Congrès des 22 ».

Au maquis, cet homme de taille moyenne, sec et mince, mais d'une force physique et d'une résistance nerveuse à toute épreuve, qui ne trahit ses sentiments ou ses émotions que par un bref éclat de ses yeux verts ou un léger tiraillement de sa moustache, s'impose sans avoir à élever la voix. Ses soldats savent qu'il est très humain et même sentimental sous des dehors bourrus. Souvent, à l'heure du repos, il coiffe encore son bonnet de police ou son chapeau de brousse, monte à cheval, fait le tour du cantonnement et, lorsqu'il voit une sentinelle vaciller de sommeil, il lui indique d'un geste, un endroit pour dormir et, sans dire un mot, prend sa place pour le tour de garde.

Sous la direction d'un tel leader, les activités de la région 2 — on dit bientôt la wilaya 2 — du F.L.N. s'accroissent sensiblement, notamment dans la zone que Zighout Youssef commandait déjà lorsqu'il combattait sous les ordres de Didouche. Les maquisards harcèlent, à El-Arrouch, en janvier, le P.C. de l'état-major français. Le but, surtout psychologique, de cette action — il s'agit d'impressionner la population musulmane — est atteint puisque, par exemple, 60 % des électeurs musulmans s'abstiennent à une élection législative partielle dans le Constantinois, le 27 mars.

En avril-mai, le P.C. français d'El-Arrouch, où s'est établi le colonel Ducournau, est à nouveau attaqué. Un raid éclair est dirigé sur Constantine, où des bombes sont lancées au casino, l'établissement chic de la cité, tandis que des musulmans qui travaillent avec la police française sont exécutés. Un raid du même genre a lieu à Condé-Smendou et un goum de l'armée française, encerclé près de Jemmapes, est obligé de rendre les armes. En juin, des groupes armés de l'A.L.N. tendent des embuscades à Tamaloust et au col des Oliviers, sabotent des lignes téléphoniques, incendient des fermes de colons européens et coupent des pieds de vigne aux abords même de Philippeville, où des grenades sont lancées.



Premières ▶ explications du responsable de l'A.L.N. au nouveau combattant qui a rejoint les rangs des insurgés. Souvent, les volontaires civils seront renvoyés dans leurs foyers pour créer de nouvelles bases, assurer les liaisons et cacher les cadres du F.L.N.

Vautier

Vautier

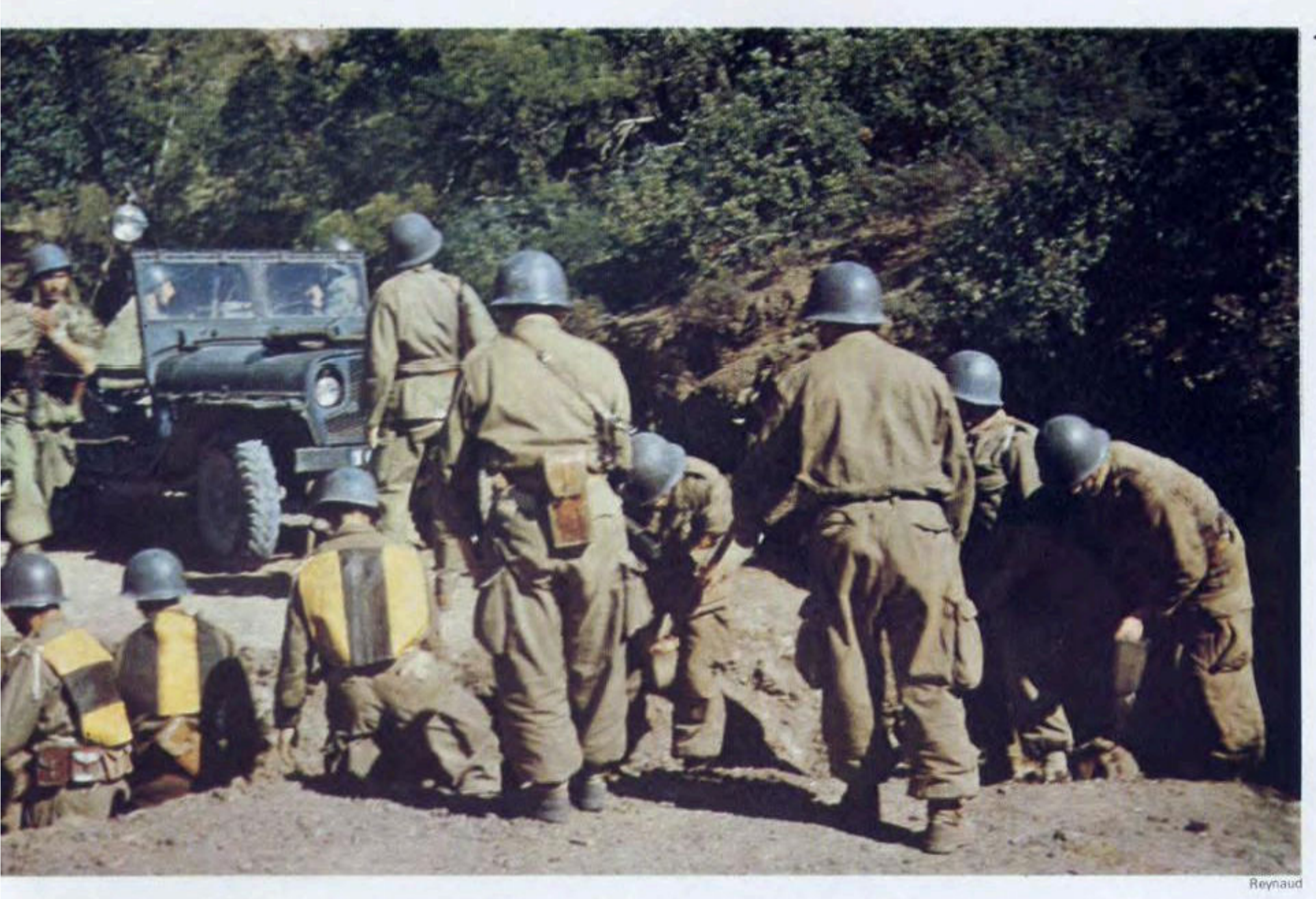
Quatre colonels

Privés de leur chef, Baji Mokhtar, tué en janvier, les combattants de la zone La Calle-Souk-Ahras se montrent, en revanche, moins offensifs. Il en est de même de ceux de la zone Bône-Guelma après que le réseau F.L.N. de Bône-ville eut été démantelé par la police française et Ben-Aouda doit réorganiser patiemment tout le mouvement. Ben Tobbal, lui, s'illustre, dans sa zone, par plusieurs coups d'éclat.

Deux de ses raids sur Mila, en février



◀ Les rebelles trouveront asile en Tunisie et au Maroc. Ils pourront poursuivre sans danger leur entraînement militaire avant d'être engagés sur le territoire algérien. L'aide étrangère leur parviendra sans possibilité d'intervention de l'armée française.



◄ C'est essentiellement à la guérilla et au terrorisme urbain que se consacrent les unités de l'A.L.N. Pour retarder l'arrivée des renforts, la destruction des ponts, des pistes et des routes devient l'objectif principal des rebelles. Les leçons de la guerre révolutionnaire apprises en Indochine ont été retenues. Leur application en Algérie révélera leur efficacité au cours des ans.

Reynaud

et au début de mai, sont suivis d'une opération plus audacieuse encore. Le 10 mai, un commando de l'A.L.N., qu'il dirige personnellement, occupe pendant plusieurs heures la localité d'El-Milia qui, préalablement, a été complètement isolée. Les poteaux télégraphiques des environs ont été sciés et les routes qui, de Djidjelli et Philippeville, convergent vers ce centre, ont été coupées. Un groupe de gendarmes qui, partant de Catinat, tente de forcer un des barrages ainsi dressés, est pris sous le feu des *djounoud* (2 morts, 2 blessés). Le correspondant de l'A.F.P. câble d'Alger le 22 mai : « Après l'Aurès et la Kabylie, toute une vaste zone du Constantinois qui va de Jemmapes à Condé-Smendou à l'est, et qui s'étend à l'ouest jusqu'à El-Milia, connaît à son tour l'insécurité. »

A partir de mai, le deuxième personnage de la wilaya 2, après Zighout Youssef, est incontestablement Lakhdar Ben Tobbal. Les ancêtres de ce petit homme très brun, très vif et très énergique, appartenaient à une tribu d'origine yéménite qui s'était ouverte aux influences asiatiques avant de se rendre au Maghreb et c'est pourquoi sans doute Si Adballah présente un curieux visage « chinois » avec des pommettes saillantes et des yeux bridés.

Prennent aussi de l'importance, dans l'entourage de Zighout Youssef, Mostefa Ben Aouda, un leader également très typé, avec sa forte carrure, ses cheveux rebelles et son nez retroussé, et un Philippevillois massif, de culture purement arabe, Ali Kafi, oncle maternel d'un des plus brillants intellectuels du F.L.N., Mohamed Harbi. Zighout Youssef, Ben Tobbal, Ben Aouda, Kafi : quatre colonels ou futurs colonels qui marqueront de leur empreinte le F.L.N. du Constantinois.

Répression et représailles collectives

En juin, Zighout Youssef entre en rapport, par courriers et émissaires, avec les chefs des autres wilayas. Il apprend ainsi que le F.L.N. d'Oranie a noué des relations assez étroites avec les groupes de choc qui, dans l'empire chérifien, combattent pour l'indépendance du Maroc et qui préparent pour le 20 août 1955, deuxième anniversaire de la déposition du roi Mohammed V par les autorités françaises, de spectaculaires actions armées, notamment contre les centres phosphatiers. Zighout Youssef décide de lancer, ce jour-là, lui aussi, une offensive de grande envergure, de manière à marquer nettement, dit-il, « le caractère maghrébin et arabe des luttes communes d'émancipation menées en Afrique du Nord ».

Ce souci de solidarité au-delà des frontières de l'Algérie n'est pas le seul mobile qui pousse le chef de la wilaya 2 à vouloir prendre l'initiative le 20 août. Les contacts qu'il a pu avoir lui ont montré, en effet, qu'à l'échelle de toute l'Algérie, la situation du F.L.N. n'est pas tellement brillante. Les activités de la wilaya 5 (Oranie) sont faibles. La wilaya 4 (Algérois) a fait savoir qu'elle ne pourra pas faire plus, le 20 août, que lancer, à Alger, une série d'attentats à la bombe. En wilaya 3 (Kabylie), Amirouche, le « loup de la Soummam », semble moins mordant qu'il ne l'a été quelques semaines plus tôt et n'envisage, lui aussi, que des opérations limitées. Enfin la wilaya 1 (Aurès-Nemencha) paraît déchirée par les dissensions de ses responsables, ce qui n'empêche pas son envoyé spécial Tidjani de demander que la zone de Souk-Ahras soit soustraite à l'autorité de la wilaya 2

(Suite page 402)

A.F.P.



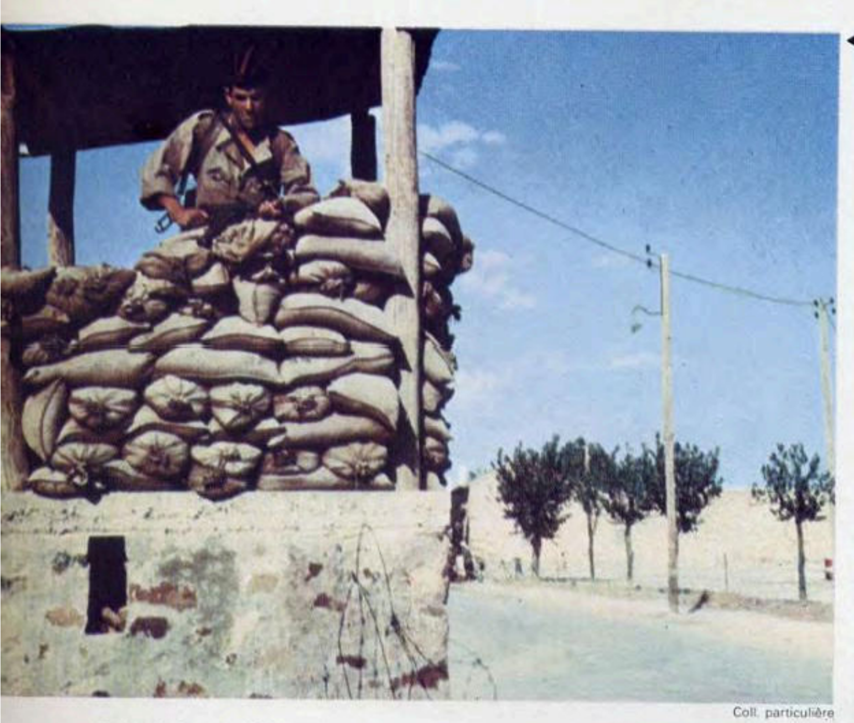
Le colonel Ducournau. Il avait rejoint les forces aéroportées, au cours de la seconde guerre mondiale, puis marqué de brillants succès son passage en Indochine.



La gorge du Rhumel à Constantine. En haut, le pont suspendu de Sidi-Rached.

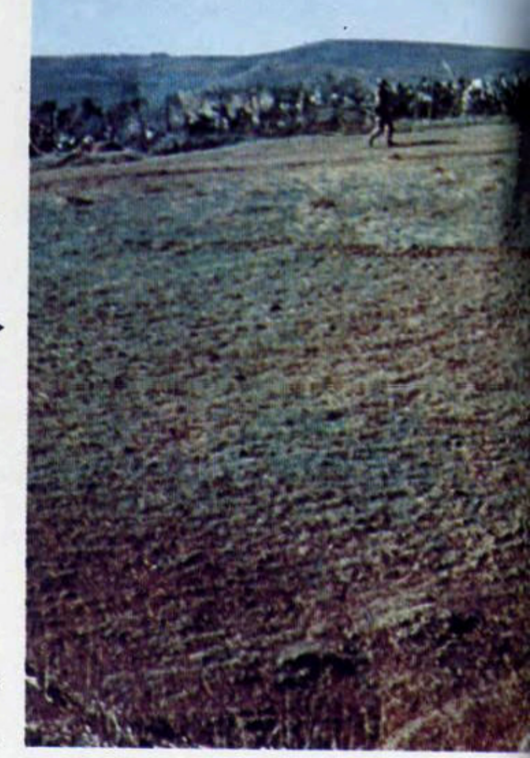


Zighout met sur pied le "coup du 20 août": "pour les Européens, ni quartier ni pitié."



◀ Une sentinelle derrière ses sacs de sable, c'est une image de la « drôle de guerre », en 1955, pour l'armée d'Algérie. Le malaise.

Coll. particulière



On fouille une ▶ *mechta,* ensemble de gourbis, où les rebelles sont peut-être passés cette nuit. Mais le secret sera bien gardé.

On fouille, mais, dans le cadre du « maintien de l'ordre » – note de service du 25 janvier 1955 –, les gendarmes ne peuvent arrêter qu'en « flagrant délit ». ▼



Coll. particulière

(Suite de la page 399)

et passe sous le commandement du chef de la wilaya 1, Chihani Bachir. Zighout Youssef en conclut que la wilaya 2, où les choses vont mieux, porte désormais une responsabilité particulière et que c'est elle qui doit frapper un grand coup pour entraîner dans l'action les autres wilayas, remonter le moral des combattants et donner un nouveau départ à la révolution.

« Faire tomber le fer et le feu... »

L'état-major français se doute bien qu'une telle relance se prépare. Ses forces frappent dans le Constantinois avec une violence souvent aveugle qui n'épargne pas les populations civiles, surtout depuis que les unités du général Gilles et du colonel Ducournau mettent en œuvre les règles de la responsabilité et de la répression collectives. Les parachutistes et les tirailleurs, appuyés par la marine et par l'aviation, déclenchent pendant huit jours, du 20 au 28 juin, dans le triangle El-Arrouch-Condé-Smendou-Philippeville des opérations de ratissage qui, selon les déclarations mêmes du haut commandement, doivent « faire tomber le fer et le feu sur les douars rebelles ». Certains de ces douars sont rasés.

Sur l'instigation de leaders ultras tels que le maire de Philippeville, Benquet-Crevaux, le riche colon Gratien Faure ou Isella, le maire de la localité d'Hamma-Plaisance, aux portes de Constantine, de grandes « opérations de contrôle » — c'est-à-dire des rafles massives — sont effectuées à Constantine, Bône et Aïn-Beïda.

Sur le plan militaire, Zighout Youssef ne considère pas ces événements comme négatifs car ces interventions contre les populations civiles ont pour effet immédiat d'amener de nouvelles recrues dans les maquis, qui, en quelques semaines, doublent leurs effectifs (plus de 2 000 hommes au début de juillet). Sur le plan moral, le comportement des troupes françaises lui pose, en revanche, des problèmes sur lesquels il médite longuement lorsqu'il se retire à Zamane, dans la presqu'île de Collo, au milieu d'une immense et superbe forêt de chênes-lièges.

Ayant relu le Coran et étudié la Convention de Genève, il a voulu, lorsqu'il a pris la tête de la wilaya 2, mener une « guerre de chevaliers ». Un des


F. Reynaud

articles du règlement qu'il fait appliquer dans les unités placées sous son commandement dit : « Lorsqu'un adversaire tombe entre nos mains, sa faiblesse même constitue sa protection. Le prisonnier de guerre est un être sacré. Tout combattant qui le maltraiterait, même légèrement, sera puni. Les blessés de l'ennemi seront soignés comme nos propres blessés. » Zighout Youssef se montre cependant très déçu de voir que, de l'autre côté, les autorités françaises refusent d'accorder aux *djounoud*, même pris en uniforme, les armes à la main, le statut du combattant et font condamner à mort certains d'entre eux comme criminels de droit commun.

Les massacres de civils innocents l'indignent, d'autre part, profondément. Celui qui était, au début, le plus « humain » des chefs F.L.N., donnera finalement, la plus implacable des directives : « A la politique de répression collective du colonialisme doivent répondre nos représailles collectives contre les Européens, militaires ou civils, tous solidaires des crimes commis contre notre peuple. Pour eux, pas de pitié, pas de quartier ! »

Cet ordre est donné à Zamane, où Zighout Youssef a convoqué, pour une « conférence générale » de cinq jours (25 juin-1er juillet), ses deux principaux lieutenants : Ben Tobbal et Ben Aouda, accompagnés de puissantes escortes, et une centaine de cadres de la wilaya 2, des chefs de groupe aux chefs de zone.

La réunion est à la fois une assemblée politique délibérante et un conseil de guerre. Zighout Youssef la clôt par un discours dans lequel il précise de quelle manière se déroulera l'offensive générale qu'il a décidé de lancer le 20 août à midi.

« Notre action, déclare-t-il, sera, en même temps qu'une action militaire, une action populaire à laquelle doivent participer le plus grand nombre possible d'Algériens, même sommairement armés de bâtons, de fourches, de haches, de faucilles et de couteaux. Nos combattants en uniforme attaqueront leurs cibles et, en même temps, ils encadreront partout où ils le pourront, des manifestations politiques, des cortèges où sera brandi le drapeau vert et blanc. Les pertes seront lourdes, mais notre cause sera gagnante car, tout en aidant nos frères du Maroc qui, eux aussi, prennent les armes, nous serons à l'origine d'un nouveau 1er novembre. » Zighout Youssef explique ensuite qu'en Algérie comme au Maroc les opportunistes essaient de profiter des sacrifices des combattants pour se pousser en avant comme « futurs négociateurs-liquidateurs ». Il révèle que deux leaders U.D.M.A., Belhadj Saïd, ancien député, et le pharmacien Abbas Allouah, conseiller municipal de Constantine, neveu de Ferhat Abbas, font des collectes pour l'Association des ulémas, en dépit des ordres formels de la résistance qui ordonne de ne verser de l'argent qu'au seul F.L.N.

Le conseil de guerre de Zamane

Pour Zighout Youssef, cette situation intolérable doit cesser. « Le châtiment de ces deux politicards qui intriguent dans tous les milieux aux côtés du socialiste Benbamed, dit le chef de la wilaya 2, doit être inscrit dans les objectifs du 20 août, puisque l'opération a aussi pour but d'affirmer la représentativité de ceux qui, les armes à la main, posent dans les faits la question nationale algérienne et déjouent les manœuvres coloniales visant à organiser un vaste regroupement réformiste. » Cette option est, on le voit, assez différente de la « tendance unificatrice » qu'Abane essaie de faire prévaloir, au même moment, dans la capitale. Même sur le plan politique, la température, à Constantine, est plus chaude qu'à Alger.

Sur le plan militaire, Zighout Youssef donne ses ordres pour que l'offensive, qui doit être soigneusement préparée pendant le mois de juillet, se développe pendant trois jours. Les assaillants du F.L.N. doivent attaquer, les 20 et 21 août, les mairies, les commissariats et les casernes dans le quadrilatère Collo - Philippeville - Constantine - Guelma et, au-delà, jusqu'aux hautes plaines, au sud, et jusqu'à Sedrata et Souk-Ahras, à l'est. Trente-neuf objectifs sont ainsi désignés, parmi lesquels Constantine, Le Kroub, Philippeville, Aïn-Abid, Oued-Zenati, Kellermann, Condé-Smendou, Robertville - El-Arrouch, Saint-Charles, Collo, Aïn-Kercha, Gallieni, Jemmapes, Catinat, El-Milia. Le 22 août sera le jour des actions individuelles contre les colons européens et les musulmans « collaborationnistes ».

Ainsi, l'offensive du 20 août est préparée jusque dans ses moindres détails par le conseil de guerre de Zamane. H

Youssef ZERTOUTI

LE JOUR DES LONGS CO

ZIGHOUT YOUSSEF, commandant rebelle de la wilaya 2, celle du Nord constantinois, entre, le 20 août 1955, dans la mythologie du F.L.N. par un coup d'éclat sans précédent dans la rébellion : l'insurrection généralisée de toute une région placée sous ses ordres. Un triangle que les routes de Constantine à Philippeville et de Constantine à El-Milia dessinent avec la mer. Au-delà, c'est encore la wilaya 2 mais, dans ce triangle, Zighout décide de porter son action. Là vivent 100 000 personnes environ dont une minorité européenne. La consigne est stricte : tuer tous les Français. Pour la première fois depuis 1954, on ne fait plus de différence entre ce qui porte un képi et la petite population rurale pied-noir. Dans la liste des villages condamnés à mort (trente-neuf exactement), deux vont illustrer d'emblée, par le poids du sang, des atrocités, et par l'innocence des victimes, les massacres du 20 août, sinistre *remake,* dix ans après, de la tragédie de Sétif : Aïn-Abid et El-Halia. Nous y reviendrons. Pour l'heure, que cherche Zighout Youssef ? Pourquoi le 20 août ? Comment déclencher une insurrection généralisée avec seulement quelques centaines de rebelles et de fusils ?

Zighout Youssef est un forgeron de Condé-Smendou. Un manipulateur du feu. Pour les Arabes, en Algérie, le forgeron est, par tradition, l'homme étrange. Lié à des puissances occultes, il vit généralement à l'écart du village, dans une aura aussi fascinante qu'inquiétante. Zighout gravit les échelons classiques de tout cadre rebelle : le P.P.A. (il est conseiller municipal de Condé-Smendou sous cette bannière), l'O.S., la prison à Bône, l'évasion, puis la clandestinité avant l'heure, dès 1951. Malingre, apparemment chétif, il se révèle, bizarrement, un remarquable organisateur de massacres dans la wilaya 2. Pour cela, il met au point une technique qui va se révéler infaillible : rameuter des foules de civils, qu'on a au préalable gavés de slogans et de fausses nouvelles, les armer de tout ce qui se présente, pioches, pelles, serpes, escopettes et gourdins, et, au jour J, les lancer contre des objectifs précis. Foules encadrées discrètement et téléguidées par des hommes du F.L.N. en armes et en uniforme, qui observeront les meurtres et se retireront en tirant des coups de feu au moment où l'armée intervient, laissant ainsi les masses musulmanes livrées à la répression, et comptant les points. On devine le profit que le F.L.N. va tirer de cette répression. Finalement, elle va plus loin que la tuerie des Européens et la supplante dans l'horreur. Cette tactique, Zighout la met au point à partir de mai. Coupant les poteaux télégraphiques et barrant les routes qui mènent au petit centre d'El-Milia, il isole le village pendant quelques heures, pour noter la rapidité de la réaction du commandement français. Puis il se retire avec ses hommes, sans attaquer El-Milia. Cette manœuvre, il la répète, en la « peaufinant », quelque temps après, contre le P.C. du colonel Ducournau, à El-Arrouch. Cette fois, il pousse en avant la population civile et se retire avec son commando quand les paras interviennent. Ducournau comprend à temps, interdit à ses paras de tirer sur cette foule en furie et déjoue de justesse les plans de Zighout. Mais ce dernier, hanté par l'idée d'attaquer en force un centre européen, décide enfin de porter son grand coup le 20 août.

« Oradour » algériens

Le 20 août 1955, c'est l'anniversaire de la déposition du sultan du Maroc, Mohammed ben Youssef. Un thème de propagande qui doit faire fortune. A cela, on ajoute une série de fausses nouvelles : les Egyptiens vont débarquer sur le rivage algérien, près de la presqu'île de Collo, pour prêter main-forte aux rebelles et sauver les populations de la répression. Cette répression, qui pèse de plus en plus sur les musulmans. Au point que, début août, Ferhat Abbas est à Paris pour tenter d'obtenir du gouvernement français que l'état d'urgence ne soit pas appliqué à tout le territoire. Quand on connaît la crédulité des foules, et de celles du Maghreb en particulier, on comprend que, faisant flèche de tout bois, Zighout soit parvenu à mobiliser son monde pour le 20 août. Jusqu'à laisser croire aux fellahs (paysans) que, dans les camions qui pouvaient les transporter, Allah les changerait en moutons au moment de passer devant les militaires...

Le 20 août à midi. Pourquoi midi ? Parce que c'est l'heure brûlante, où le soleil donne tous les vertiges. C'est elle aussi qui va permettre, dans les coins perdus, de trouver les Européens chez eux. A table, ou faisant la sieste. Il faut profiter de la surprise.



Sur le carnet de route de Zighout, les noms des villes et des villages où le sang va couler : Philippeville, Djidjelli, Collo, El-Milia, Le Kroub, Guelma, Bône, Jemmapes, El-Arrouch, Oued-Zenati, Saint-Charles, Robertville, Aïn-Abid, El-Halia, Catinat, Kellermann, Gallieni, Condé-Smendou, Aïn-Kercha, la liste n'en finit plus...

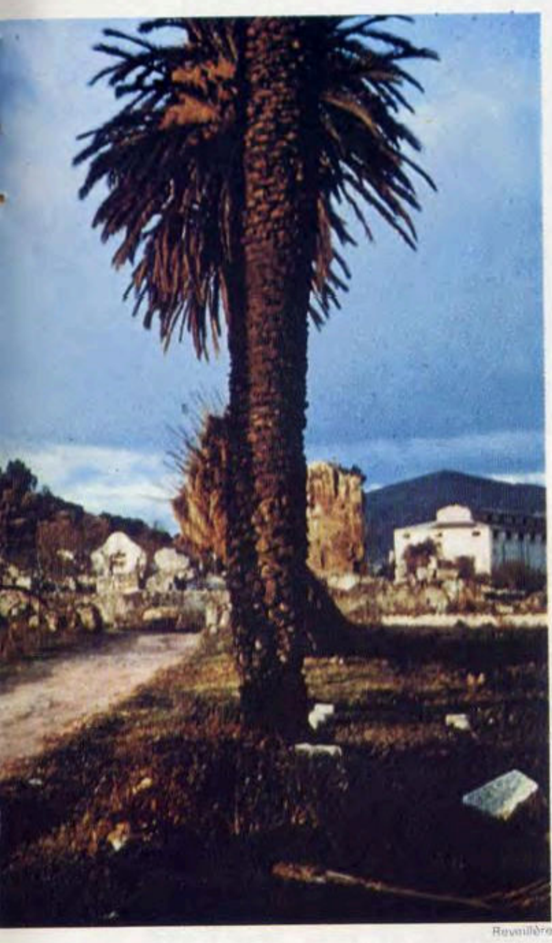
Revenons à Aïn-Abid et à El-Halia. Ils restent dans les mémoires comme les « Oradour », de la guerre d'Algérie. La formule n'est pas outrée. Elle recouvre des scènes dont l'horreur laisse pantelant et dont les photos ne sont décemment pas publiables. Qu'il suffise

Vautier



Les massacres du 20 août sont accompagnés d'une intense propagande du F.L.N. Les photos de réfugiés algériens en territoire marocain sont, en particulier, diffusées par la presse internationale.

UTEAUX

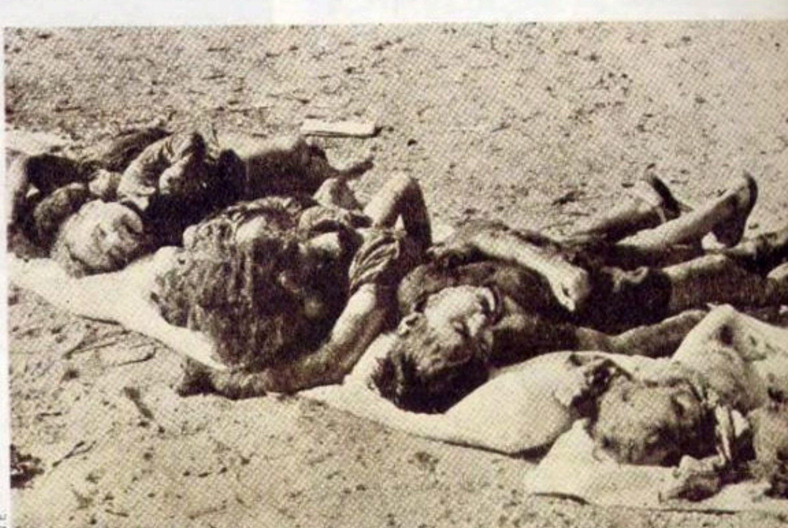


Revuillère

Associated Press

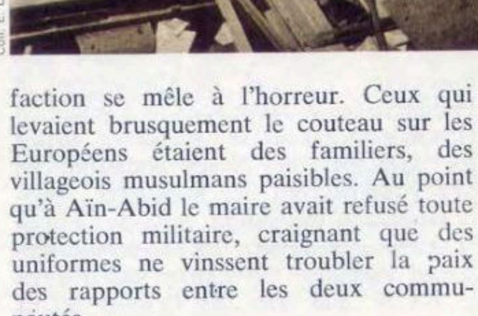
◀ El-Halia. L'entrée des mines de fer. Le jugement des rebelles arrêtés à la suite du massacre terminait le premier grand procès du drame algérien. Soustelle, aussi bien que les chefs militaires et la population civile européenne, devait être à jamais marqué par ce drame.

◀ Bône. La basilique. Après son évasion de la prison de la ville, Zighout Youssef vit dans la clandestinité pour réapparaître le 20 août.



Des enfants ▶ d'El-Halia après le passage des massacreurs du 20 août 1955. « Pas de pitié, pas de quartier », avait dit Zighout Youssef.

B.N.E.



Coll. E. Lauga

◀ Les rebelles multiplièrent, le 20 août, les attentats sur l'ensemble du territoire algérien. La ville d'Oran ne fut pas épargnée. Ci-contre, un bureau d'une entreprise privée attaquée à la bombe. Les chefs du F.L.N. avaient atteint leur but : sensibiliser la population autochtone et ainsi provoquer la rupture entre Européens et Arabes.

de savoir qu'à Aïn-Abid, une petite fille de cinq jours, Bernadette Mello, fut tronçonnée sur le rebord de la baignoire, devant sa mère, dont on ouvrit ensuite le ventre pour replacer la nouveau-née ! Que, sous le même toit, Faustin Mello, le père, est assassiné dans son lit, amputé à la hache, des bras et des jambes, que la tuerie n'épargne ni Marie-José Mello, une fillette de onze ans, ni la grand-mère de soixante-seize ans. Qu'à El-Halia, sur 130 Européens, 32 sont abattus à coups de hache, de serpe, de gourdin, de couteau, les femmes violées, les tout petits enfants fracassés contre les murs.

La confiance piégée

Ces exemples ne sont pas cités par complaisance morbide. Ils peuvent aider, non pas à justifier, mais à comprendre la réaction de ces Européens du Nord constantinois dont le frère, ou le fils, ou la femme eurent à subir pareil sort. Et d'éviter de tirer des massacres du 20 août, une leçon unilatérale et la morale d'une histoire dont la répression seule ferait les frais.

A El-Halia et à Aïn-Abid, la stupéfaction se mêle à l'horreur. Ceux qui levaient brusquement le couteau sur les Européens étaient des familiers, des villageois musulmans paisibles. Au point qu'à Aïn-Abid le maire avait refusé toute protection militaire, craignant que des uniformes ne vinssent troubler la paix des rapports entre les deux communautés.

El-Halia est attaqué entre 11 h 30 et midi. C'est un petit village proche de Philippeville, sur le flanc du djebel El-Halia, à trois kilomètres environ de la mer. Là vivent 130 Européens et 2 000 musulmans. Les hommes travaillent à la mine de pyrite, les musulmans sont payés au même taux que les Européens, ils jouissent des mêmes avantages sociaux. Ils poussent la bonne intelligence jusqu'à assurer leurs cama- ▶

Aïn-Abid et El-Halia : les you-you des femmes couvrent le massacre

rades Degand, Palou, Gonzalès et Hundsbilcher qu'ils n'ont rien à craindre, que si des rebelles attaquaient El-Halia, « on se défendrait » au coude à coude.

A 11 h 30, le village est attaqué, à ses deux extrémités par quatre bandes d'émeutiers, parfaitement encadrés, et qui opèrent avec un synchronisme remarquable. Ce sont, en majorité, des ouvriers ou d'anciens ouvriers de la mine et, la veille encore, certains sympathisaient avec leurs camarades européens... Devant cette foule hurlante, qui brandit des armes de fortune, selon le témoignage de certains « rescapés », les Français ont le sentiment qu'ils ne pourront échapper au carnage. Ceux qui les attaquent connaissent chaque maison, chaque famille, depuis des années et, sous chaque toit, le nombre d'habitants. A cette heure-là, ils le savent, les femmes sont chez elles à préparer le repas, les enfants dans leur chambre, car, dehors, c'est la fournaise et les hommes vont rentrer de leur travail. Les Européens qui traînent dans le village sont massacrés au passage. Un premier camion rentrant de la carrière tombe dans une embuscade et son chauffeur est égorgé. Dans un second camion, qui apporte le courrier, trois ouvriers sont arrachés à leur siège et subissent le même sort. Les Français dont les maisons se trouvent aux deux extrémités du village, surpris par les émeutiers, sont pratiquement tous exterminés. Au centre d'El-Halia, une dizaine d'Européens se retranchent, avec des armes, dans une seule maison et résistent à la horde. En tout, six familles sur cinquante survivront au massacre. Dans le village, quand la foule déferlera, excitée par les « you you » hystériques des femmes et les cris des meneurs appelant à la *djihad*, la guerre sainte, certains ouvriers musulmans qui ne participaient pas au carnage regarderont d'abord sans mot dire et sans faire un geste. Puis les cris, l'odeur du sang, de la poudre, les plaintes, les appels des insurgés finiront par les pousser au crime à leur tour. Alors, la tuerie se généralise. On fait sauter les portes avec des pains de cheddite volés à la mine. Les rebelles pénètrent dans chaque maison, cherchent leur « gibier » parmi leurs anciens camarades de travail, dévalisent et saccagent, traînent les Français au milieu de la rue et les massacrent dans une ambiance d'épouvantable et sanglante kermesse. Des familles entières sont exterminées : les Atzei, les Brandy, les Hundsbilcher, les Rodriguez. Outre les 30 morts, il y aura 13 laissés pour morts et deux hommes, Armand Puscédu et Claude Serra, un adolescent de dix-neuf ans, qu'on ne retrouvera jamais. Quand les premiers secours arrivent, El-Halia est une immense flaque de sang.



◀ La propagande rebelle n'oublie pas d'utiliser les enfants, qui toucheront certainement l'opinion publique aussi bien en France qu'à l'étranger.

Souk-Ahras ▶ (Constantinois). Que restera-t-il de ce village, pauvre parmi les pauvres, à la fin du conflit algérien ?

Vautier

Abattu par le F.L.N. : le neveu de Ferhat Abbas

Aïn-Abid, dans le département de Constantine, est attaqué à la même heure. Un seul groupe d'émeutiers s'infiltre par différents points du petit village, prenant d'assaut, simultanément, la gendarmerie, la poste, les coopératives de blé, l'immeuble des travaux publics et les maisons des Européens. Comme à El-Halia, jusqu'à 16 heures, c'est la tuerie, le pillage, la dévastation. Les centres sont isolés les uns des autres, les Français livrés aux couteaux. Mais, à Aïn-Abid, les civils sont mieux armés et ils se défendent avec un acharnement qui finit par tenir les rebelles en respect jusqu'à l'arrivée des renforts militaires, vers 16 heures. C'est à cette heure-là qu'on découvrira le massacre de la famille Mello.

Ce nuage de sang dissipé, viendra l'heure des informations plus claires et des bilans. On se rendra compte que, dans cette journée du 20 août, la chasse à l'homme commença d'abord, sur les ordres de Zighout, par la chasse aux Européens. En tout, de Constantine à Philippeville, à Jemmapes, à Catinat, à Hammam-Meskoutine et dans toutes les localités du Nord constantinois, 171 Français ont été massacrés. Dans la répression qui suivra, celle de l'armée et celle des civils, 1 273 musulmans seront exécutés. Un chiffre qui n'émut le F.L.N. que pour les besoins de sa propagande, car, en fait, c'est ce que cherchait Zighout Youssef pour relancer la révolution. A partir du 20 août 1955 cette révolution deviendra véritablement une guerre. Dès lors, le ver est dans le fruit, la peur dans chaque homme, quelle que soit sa communauté, et la méfiance s'installe. La sauvagerie avec laquelle ont été tués les Français d'Aïn-Abid et d'El-Halia impressionnera tellement les musulmans que les slogans sur la répression française porteront moins que ceux de mai 1945, après Sétif. Puis, parmi les victimes du F.L.N., il y eut des musulmans modérés, notamment le neveu de Ferhat Abbas, Allouah Abbas, tué dans sa pharmacie de la rue Clemenceau, à Constantine, et Hadj Saïd Chérif, un

El-Halia : pour l

El-Halia : une exploitation minière, des ateliers, un gros village. Cinq cent soixante-dix ouvriers musulmans, originaires des mechtas voisines du djebel Filfila et de la région de Sétif, ainsi qu'une trentaine d'Européens y travaillent. Leurs familles, soit environ deux milliers d'âmes, vivent en bonne intelligence. Philippeville est à 22 kilomètres par une route de montagne, la mer à 3 kilomètres à vol d'oiseau.

On sait que les rebelles ont implanté un petit maquis dans le Filfila et que leurs agents s'infiltrent à El-Halia. Le 20 juillet 1955, trois ouvriers suspects de francophilie ont été assassinés et une vingtaine d'autres se sont enfuis après le coup. Il semble évident que la population ravitaille une bande qui campe à l'oued Soudan, mais ses protestations de fidélité devant les Européens sont jugées sincères et contribuent à créer un sentiment de fausse sécurité. Néanmoins, toutes les familles françaises ont leurs armes individuelles, auxquelles s'ajoutent 25 grenades OF distribuées par l'entreprise.

Le 20 août 1955, quatre bandes de quinze à vingt hommes attaquent le village à ses deux extrémités, montent une embuscade sur la piste de la mine et encerclent les ateliers. La surprise est totale. Tous les Européens, y compris les femmes et les enfants, isolés sur la route



Reveillère

avocat blessé de plusieurs balles tirées par une jeune stagiaire du barreau de Constantine. On retrouva, sur le cadavre d'un homme de main des rebelles, une liste d'élus musulmans à abattre, dont Ferhat Abbas. Zighout Youssef ignorait probablement encore que Ferhat avait franchi le Rubicon et qu'Abane Ramdane l'y avait énergiquement poussé.

D'une façon générale, la réaction de l'armée est vive, brutale. Partout, les attaques sont stoppées sous le feu des armes automatiques. Les paras sont engagés dans d'immenses opérations de ratissage et, dans le même temps, l'autorité militaire semble débordée par les groupes de civils européens qui battent le bled à la recherche des tueurs F.L.N. En effet, et c'est là une des conséquences les plus graves des massacres d'août 1955, la répression frappe dès lors tous les musulmans, jusque dans les douars les plus innocents, d'où de paisibles fellahs s'enfuiront pour échapper aux mitraillettes des commandos civils. Si l'armée attaque méthodiquement les P.C. du F.L.N. dissimulés dans les mechtas autour des centres européens désignés par Zighout Youssef, en revanche, les civils, emportés par le désespoir, la peur, et la haine aussi, ne font pas quartier.

Au slogan F.L.N. : « Tuez tous les Français civils », répond le slogan pied-noir : « Abattez tous les Arabes. » L' « escalade du sang » commence. Elle va durer huit ans. Mais, d'abord, saper tragiquement le programme de réformes que Jacques Soustelle s'est efforcé de préparer, en homme de bonne volonté, dans l'espoir de sauver l'Algérie.

Soustelle : un autre homme

Quand les premières dépêches parviennent au palais d'Eté, dans l'après-midi du 20 août, Soustelle prend immédiatement l'avion pour le Nord constantinois. Il débarque à Constantine, qui n'est plus qu'une ville en état de siège, sillonnée par des patrouilles militaires, jonchée de débris de meubles, de chaussures abandonnées dans des flaques de sang, de vitres brisées. Les façades sont mortes, les places désertes. La peur est partout. Militaires et civils le tiennent au courant des détails de ce samedi sanglant. Lourd bilan. Soustelle décide de se rendre sur place, comme il le fera toujours. Le dimanche matin, il parcourt Aïn-Abid et El-Halia, où les cadavres des victimes européennes sont alignés, sous le soleil, dans un silence sinistre, troublé parfois par des cris de douleur, de rage, des appels à la vengeance. Soustelle voit tout, écoute tout, boit cette coupe jusqu'à la nausée. Un autre Soustelle quittera les villages martyrs. Cet homme-là a compris que, désormais, il lui faudra se battre sur deux fronts. Contre le F.L.N., pour protéger les musulmans encore acquis à des réformes, et contre les meneurs pieds-noirs, qui exploitent le 20 août à des fins politiques personnelles. Ceux-là aussi sont dangereux. Soustelle, à Philippeville, où se déroulaient les obsèques des victimes, a entendu des cris hostiles. Le maire de la ville, Dominique Benquet-Crevaux, appelle ses administrés à la ratonnade et piétine les couronnes déposées par le gouverneur général au monument aux morts.

Jacques Soustelle rentre à Alger bouleversé. Il donne des ordres pour que la justice soit appliquée rigoureusement aux tueurs musulmans, mais aussi pour que l'armée désarme les Européens les plus déchaînés. En réalité, on désarme peu d'Européens, et presque tous les prisonniers musulmans du 20 août sont passés par les armes. Désormais, l'insécurité va s'installer et plus jamais Jacques Soustelle n'acceptera, comme il l'avait fait quelques mois auparavant, de rencontrer des envoyés de l'adversaire pour un dialogue entre hommes de bonne volonté.

En ce mois d'août finissant, commence le temps des assassins. **H**

Marie ELBE

F.L.N. un tournant dans la guerre

ou pris au piège à l'heure du repas sont égorgés. Aucune défense cohérente n'a le temps de s'organiser. Six familles, avec seulement deux fusils de chasse, deux revolvers, une carabine et quelques grenades, parviennent à se barricader et tiennent jusqu'à l'arrivée des secours. D'autres trouvent le salut dans la fuite. On compte 35 morts, 15 blessés et 2 disparus.

Cette affaire d'El-Halia allait provoquer, selon la formule consacrée, une « grande émotion » dans toute l'Algérie. Or trois de ses aspects retiennent l'attention :

1. L'attaque est préparée avec un soin inhabituel et le secret parfaitement gardé. En effet, le choix des points d'attaque et de l'heure, la simultanéité des opérations sont le fait d'un véritable spécialiste. Les renseignements font d'ailleurs état de la présence de deux Européens dans les rangs des fellaghas. On constate également que toute la population musulmane était au courant de l'attaque au moins vingt-quatre heures plus tôt. Une cinquantaine d'ouvriers ne se sont pas présentés au travail le matin du jour et, la veille, de nombreuses familles ont quitté leur maison. Aucun des Européens, y compris les plus liés à des familles musulmanes, n'a été informé de ce qui se tramait ; aucun ne semble avoir perçu de signe annonçant des perturbations dans la vie quotidienne. A la complicité du secret des uns correspond l'insouciance des autres ;

2. Le rôle principal est joué par les ouvriers de la mine et par les femmes qui les encouragent. En fait, l'irruption des fellaghas fait simplement office de détonateur dans une population qui a subi un conditionnement mental. Délibérément, les rebelles ont provoqué la crise d'hystérie collective, la remontée d'instincts primitifs, la tuerie des « infidèles ». Le but visé est politique en ce qu'il consacre une rupture irrémédiable entre les deux communautés ;

3. Les premiers coups de feu sont tirés à 11 h 55. El-Halia n'a aucun moyen d'appeler à l'aide. Le téléphone est coupé, le poste de radiotéléphonie ne fonctionne pas, le garde champêtre, qui dispose de deux fusées d'alarme, est absent. A 14 heures, le garde forestier, qui a échappé par miracle à une embuscade, donne l'alerte à Philippeville, puis le directeur de la mine parvient à rejoindre à pied le camp Péhau à 10 kilomètres d'El-Halia. Deux avions de chasse envoyés pour soulager les assiégés mitraillent et bombardent les assaillants. Une compagnie de parachutistes atteint enfin le village. Aux premières rafales les émeutiers prennent la fuite. Il est 15 h 30.

RETOUR A CONSTANTINE
DANS LA CITÉ DE JUGURTHA

DANS les bars de la vieille ville, à l'odeur de sciure et de friture de poissons exquis que l'on mange avec les mains, tant ils sont croustillants, et dont on avale tant et tant que l'on a de nouveau la gorge rêche, les consommateurs remettent ça jusqu'au matin, parmi le brouhaha et les coquilles d'escargot crépitant sous les pieds. Ils écoutent dans une extase brumeuse une mélopée de la Divine (Oum Kalthoum, la cantatrice égyptienne), qui hurle son mal d'amour à travers, non pas des sons aigus ou graves, mais des perles jetées à des ivrognes en proie à la discorde et aux visions. Eux, l'haleine fétide, le tatouage à fleur de peau, la confraternité douloureuse, boivent parmi cette odeur de fenouil coupé et gouttant d'eau dans des assiettes ébréchées mais rutilantes de propreté. Ils boivent en mangeant des escargots à la sauce rouge pimentée, pour faire passer ce tord-boyau fameux, pure eau-de-vie de figue de Barbarie... Ils en arrivent à pleurnicher sur les épaules l'un de l'autre en écoutant la mélopée moulue et remoulue (tout est dans la répétition !) jusqu'à l'exaspération des sens et de l'esprit. La voix dit ses amours mortes, l'étoile de l'Orient, avec son art de lectrice du Coran, cisaillée par la cithare qui miaule et claque à travers ces arabesques sonores, ces va-et-vient, ces retours en arrière, pour reprendre à nouveau la mélopée du chant profond, avec les textes du poète fou.



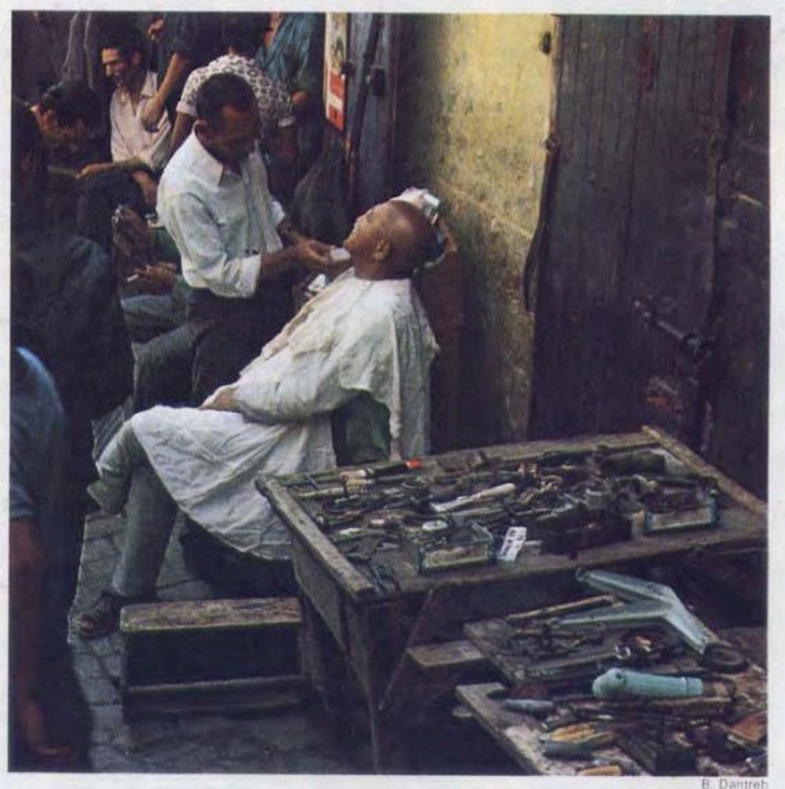
William Klein/Vu

◄ A Constantine, l'échoppe d'un marchand de « frivolités » musulman, étrangement médiévale avec son petit guichet « Tabac ». En fait, on y trouve de tout, de l'eau de Cologne au jasmin, des rubans, des lunettes, des ampoules électriques, des cartes postales. Un genre de mini-drugstore oriental.

Des oiseaux étranges et noirs

Toute la baraque se met tout à coup à voguer au son du luth, avec le disque éraillé çà et là, qui crisse et choque leurs oreilles d'esthètes, malgré l'ivresse et le sommeil et les crevettes avalées de travers, à l'intérieur de ce bar comme il y en a tant d'autres dans les ruelles de Constantine. Les ruelles de la vraie ville, celle qui est perchée là-haut, entourée de sa casbah millénaire. C'est là aussi que bat le cœur de la cité. Car il ne suffit pas d'arpenter la ville, il faut savoir — et pouvoir — pénétrer dans ses boyaux et dans ses labyrinthes : bars, fondouks où fleurissent le jasmin et le pavot et où les colombes égrènent patiemment le temps.

Puis marcher dans la ville. Les coupoles brisent les lignes plates des terrasses qui dégringolent de la montagne vers le ravin, à l'infini. Et les toits bleus succèdent aux toits ocre, dans un mouvement continu jusqu'au cimetière couvert de genêts et de tamaris ébouriffés et luxuriants, parmi les figuiers de Barbarie dressés comme des soldats hérissés d'épines et de petites fleurs jaunes, quasiment en faction devant les tombeaux blancs aux volumes éclatés à cause — peut-être — de la réverbération du soleil. A l'intérieur du champ de repos,



B. Dantreb

◄ Côte à côte, les petits métiers dont la technique n'a pas changé depuis des siècles. Le barbier fait un peu de brocante entre deux clients. Dans ces quartiers à forte densité de population, où les sorties discrètes échappent à l'étranger, le F.L.N., « yeux et oreilles de l'A.L.N. », va tisser sa toile de complicités, préparer l'eau où il évoluera comme un poisson, bref, mettre au pas les récalcitrants.



William Klein/Vu

◀ L'impressionnant paysage de Constantine, sorte de forteresse dont les douves auraient 200 mètres de profondeur. Vue de l'extérieur, c'est une cité altière et mystérieuse ; de l'intérieur, un mélange de sous-préfecture de province et de marché persan, aux rues chaudes et grouillantes. Les Européens y vivent en minorité. De Gaulle y prononça en 1944 un discours.

les femmes habillées d'un voile noir qui couvre tout le corps, portent encore aujourd'hui le deuil d'un bey — le bey Salah — adoré par son peuple et mort en 1792. Les femmes constantinoises trottinent à travers dédales et venelles, criblant la ville de taches noires dont elle a bien besoin car, prise entre le blanc et le bleu, elle a l'air de crépiter sous le soleil. Mais lorsque les femmes viennent, le vendredi sacré, dans le cimetière, le contraste est extraordinaire : on dirait quelques oiseaux étrangers et noirs, prêts à prendre leur envol sur les tombes blanchies à la chaux.

De cette position, on a l'impression que la ville chavire sur son ponton rocheux et s'en va, fantastique, naviguer à travers les brumes qui l'entourent, été comme hiver. C'est grâce à sa structure aérienne que la ville a su toujours résister à ceux qui voulaient l'envahir. Elle est quasiment imprenable avec ses ponts et ses passerelles hissées à même le vide : poutres de fer et d'acier jetées comme ça, sur le néant, happées par le vent qui ulule dans les gorges et fait balancer toutes les armatures de la cité.

L'île volante de Gulliver

Ville imprenable ! Mais que de hordes elle a dû repousser. Il y a longtemps, Constantine fut Cirta. Antique cité qui vit arriver jusqu'à elle le raffinement douteux de la civilisation carthaginoise, dont les traces sont encore visibles grâce aux stèles puniques d'El-Hofra. Ville fastueuse, elle fut capitale des princes de Numidie. Massinissa y gouverna et dut défendre farouchement sa liberté vis-à-vis de Rome. Mais Syphax et surtout Jugurtha, dont on chante encore les exploits pendant les fêtes de l'été, eurent moins de chance puisqu'ils furent battus et emprisonnés par les Romains, malgré leur fierté de grands chefs numides.

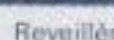
Ce n'était pas pour rien qu'on la convoitait tant. Elle était — et le demeure — le grenier à blé de l'est du pays qui s'étendait, du temps des Numides, jusqu'à Tunis. En outre, piton rocheux que Dumas comparait à « une ville fantastique, quelque chose comme l'île volante de Gulliver », site désertique et âpre, avant les plaines de Sétif gorgées de blé dur, elle était aussi un carrefour stratégique et un silo à blé fort convoité. Mais Constantine, c'est avant tout les gorges du Rhumel au-dessus desquelles les corbeaux planent avec une langueur tout à fait particulière. N'empêche que malgré ses gorges, ses corbeaux et son rocher, il lui arriva d'être vulnérable. Alors, elle n'y put rien et les Vandales déferlèrent sur le rocher magnifique exposé au soleil et à l'amertume des lendemains de défaites. Après Genséric, les hordes byzantines assiégèrent la ville et en vinrent à bout. On parle encore de ce fléau ! ▶

▶ DANS LA CITÉ DE JUGURTHA

les Français jettent ce pont extravagant qui se balance sur un abîme de 200 mètres



◀ Des cimes bleues, des calèches, des femmes voilées de noir et des cimetières musulmans aux tombes éclatantes dans le soleil. Constantine est une des rares grandes cités d'Algérie qui ne se dressent pas devant la mer. Ce qui lui donne son caractère d'âpreté.



Reveillère



Quand on est ▶ de Constantine, on estive à Philippeville ou à Bougie. Ou à La Calle. Sur une des plus belles côtes du monde. La forêt descend jusque dans la mer. Et la mer est d'un bleu presque trop dur. Une corniche longe le rivage, qui va de Philippeville à Bougie, l'ancienne Saldæ.

B. Dantreb



◀ Le pont suspendu, orgueil des Constantinois européens et musulmans. Quand le vent s'engouffre dans la gorge du Rhumel, le pont se balance et les amoureux jouent à s'y faire peur. On y voit le fond de l'abîme et c'est un autre monde.

Tournée beaucoup plus vers l'est que vers l'ouest du Maghreb, elle appartint pendant la période musulmane, aux gouverneurs de Kairouan, aux Fatimides, aux Zirides et aux Almohades. Elle subit tout particulièrement l'influence des Hafsides, qui l'épiaient depuis Tunis, leur capitale. Constantine qui n'était plus Cirta, depuis le VIIe siècle, va devenir, au XVIe siècle, la capitale du bey de l'Est, vassal du dey d'Alger, qui recevait lui-mêmes ses ordres du sultan de Constantinople. Mais ce n'est qu'au XVIIIe siècle qu'elle va s'étendre. Simple plateforme de pierres, elle va prendre de l'envergure et de l'expansion, pour s'étaler largement sur les plateaux et les plaines qui l'environnent. Les Constantinois eurent l'audace de jeter au-dessus des gorges de deux cents mètres de profondeur des arches et des ponts extravagants.

Ville d'où la mer s'est retirée, il y a très longtemps, mais où l'on a le mal de mer, tant les cimes sont hautes et les



Route de Constantine à Philippeville.

Reveillère

songes des fumeurs de kif merveilleux ; car, en bas, le torrent est terrible et l'eau vient gronder dans les gorges qui l'écrasent et la transforment en écume. Les fumeurs et autres mangeurs d'herbe pullulent dans les environs et hantent les abords des gorges, confinés qu'ils sont dans une admiration sans bornes pour l'holocauste gigantesque. Mais le ravin est indomptable et n'a que faire des faubourgs lamentables de Mansourah et de Sidi-Mabrouk. Ailleurs, c'est l'agglomérat fantastique partagé par les échafaudages compliqués, rongés par la lèpre des murs qui fuse à travers la matière et grêle tout abominablement. Surgie dans cet enchevêtrement, la casbah a l'air d'un mirage ; mais, en fait, c'est un cratère ouvert entre la ligne de la montagne et la ligne de l'horizon, dont le bariolage ne doit pas tromper car l'affaire est sérieuse et le bric-à-brac rugueux n'aide pas à adoucir ce fouillis d'escaliers, de venelles, de dédales, de pentes, de minarets, de coupoles, d'hommes, d'objets, d'animaux dociles et résignés, cohabitant dans un tohu-bohu infernal, où les voix dans lesquelles traîne un reste de sieste pas tout à fait dissipé, s'égosillent et se compénètrent aux abords des cafés maures, des *zaouïas* et des fontaines autour desquelles les gosses hilares s'agglutinent ▶

Holmès-Lebel

◀ **Heureux comme un pacha, il règne sur ses cageots. C'est le marchand de légumes. Un personnage important de la rue et des marchés, en Algérie. Un jour, peut-être, le F.L.N. viendra le charger de transporter quelques grenades, qui ne sont pas à l'étalage...**

en bas, dans le ravin, toute une pègre marginale et héroïque

◀ Bien que l'enseigne annonce : « Au foyer moderne », ce sont encore des boutiques qui tiennent du souk. Providence des femmes de Constantine, qui viennent s'approvisionner là.

Timgad, sur l'ancien Constantinois. L'arc de triomphe de Trajan, vestige d'une Algérie romaine dont la personnalité géographique était déjà singulière avant même Jules César. ▶

▼ Étranges silhouettes de ces femmes voilées de noir, avec leur *haïk* blanc, qui font penser à de grands oiseaux prophétiques. On les croise partout, dans Constantine.

William Klein/Vu



Chapellon

pour passer le temps et arroser les vieilles mégères dépitées.

Ici, les étalages sont en plein air et les marchés grouillent. Etals chargés de viandes et d'énormes têtes de bœuf aux yeux vitreux, décorés de persil et de rubans multicolores. Sang qui goutte sur un rond de sciure jetée à même l'asphalte brûlant ; et l'artère vibre de mille tintamarres : celui des roues des charrettes poussées par des enfants dont la virtuosité étonne, car l'espacement est réduit et l'on a peur d'étouffer dans ce conglomérat gélatineux et combien fraternel.

Dans le bas du souk El-Djazarine (1), il y a une petite mosquée hantée par le fantôme d'un muezzin égorgé — il y a longtemps — par un mari bafoué. Les coupoles se dédoublent à l'horizon. Beiges, grises, ocre. Elles se confondent avec les armatures des chantiers. Dans les ruelles et les venelles, les larges marches d'escalier servent au barbier du coin à raser méthodiquement son client, qui tient un petit miroir dans la main et contrôle le travail du figaro furieux de tant de méfiance.

Plus loin, il y a un conteur (*meddah*) [2] assis au milieu d'un cercle de badauds, qui fascine ses auditeurs. Il dit des poèmes en s'accompagnant d'un tambourin. L'homme est aveugle. Le visage, qu'il a abrupt et pâle, lui dégringole sur le menton, sans aucune transition, et accentue la maigreur de l'ensemble. Engoncé dans un vieux burnous dont la couleur délavée et difficile à préciser ajoute à sa pauvreté, il porte aux pieds de vieilles chaussures militaires sans lacets ni couleur qu'il a héritées d'une quelconque guerre. Elles lui montent haut sur les tibias. Assis en tailleur, il psalmodie de sa belle voix mélodieuse. Il chante, et la poussière lui fait autour du visage comme un fard et accroît le vide des orbites. Le vent sec et aride, qui dessèche terriblement les narines, ne le gêne pas. Il n'a pas l'air d'être là. Il cohabite avec les anges et en oublie sa misère. Elle ne gêne pas non plus le public, pris par le verbe du poète : « Ecoutez, ô croyants ! » Le *meddah* n'élève pas la voix, mais tâtonne de temps en temps à la recherche de sa chèvre. Dès que sa main a ren-

(1) Souk des bouchers, où l'on trouve un grand nombre d'inscriptions latines.

(2) En fait, il s'agit plus d'un poète à la fois courtois et épique que d'un simple conteur.


Pierre Tétrel

contré les poils soyeux de la bête, il revient, rassuré, comme si la présence du caprin aux flancs maigres lui était d'un très grand réconfort. L'évocation est savoureuse :

O cigogne au cou élancé !
Pendant sept ans, je n'ai pu faire ma [prière
Et lorsque je me suis décidé à la faire
J'avais déjà tout oublié (1).

L'auditoire se ramollit à une telle flambée amoureuse, mais les invités savent que le *meddah* veut parler de la guerre qui a dévasté le pays pendant sept ans. Le bonhomme aveugle n'a que faire de tant de mauvais goût, il est tout à sa douleur et côtoie les dieux. En attendant il continue à chanter et à se méfier des gamins qui pourraient lui jouer un mauvais tour en emportant la chèvre.

(1) Poème écrit par un chanteur traditionnel très connu en Algérie, El-Hadj Mohammed El-Anka.

Entre la casbah et la ville européenne, il y a l'ancienne *hara* (2). Les ancêtres sont restés et psalmodient la Thora (3) à travers leurs barbes blanches.

Sidi Rached, le saint de la ville

Mais l'ensemble de la ville tourne autour du ravin profond avec ses légendes et ses mythes (légende de la femme sauvage qui apparaît la nuit, séduit les hommes, puis les précipite par-dessus le parapet du pont métallique). En bas, le ravin garde une fraîcheur étonnante qui lui reste des neiges de l'hiver. On y rencontre des chats en rupture de ban, de vieilles folles séchant leurs larmes et leurs hardes, et toute une pègre marginale et héroïque.

Le fleuve et le ravin sont confondus peau à peau jusqu'à la gerçure de la terre et la sécheresse du torrent qui s'entête — lorsque le flot tarde à venir — à survivre et à couler chichement, parmi le maquis rabougri où l'odeur de l'aubépine devient de plus en plus forte.

Puis la ville se fait pelote de laine et s'enroule sur elle-même, pour revenir, encore une fois, à la gorge du Rhumel, au pont suspendu sur l'abîme, au songe et au vertige que le palais Ahmed-Bey, construit en 1825 par un grand architecte algérien El-Hadj Djabri, ne saurait compenser malgré ses richesses et son faste.

Le mausolée de sidi Rached, le saint, est pris d'assaut, chaque vendredi, par les femmes de Constantine. H

(2) Ce mot veut dire quartier en arabe ; par extension, il a pris le sens particulier de quartier juif.
(3) Le Livre de la Loi des juifs.

Omar CHAÏR

CAMUS : "CONSTANTINE C'E

Il n'est pas sûr que le nez de Cléopâtre, s'il eut été plus court, la face de la terre aurait changé, mais il est certain que si Napoléon III avait eu les idées moins courtes, la face de Constantine aurait été profondément modifiée.

Le souverain avait, en effet, songé, un moment, à édifier une ville spacieuse et moderne sur le vaste plateau que traverse la Mansourah, affluent du Rhumel, mais il renonça vite à ce projet. La ville européenne a continué à s'étendre sur le vieux rocher, encerclant la ville musulmane. Le seul bâtiment public qui se soit élevé sur les hauteurs dédaignées par l'urbanisme impérial est la caserne du 15ᵉ régiment du train des équipages.

Le quartier de Sidi-Mabrouk, où résident traditionnellement les cheminots, s'est construit à l'orée du plateau de Mansourah. Le djebel Ouach, qui aurait pu devenir le plus merveilleux des parcs municipaux, est resté « la montagne de la solitude », endormie dans le silence de ses trois lacs forestiers blottis au creux de la pinède. Au nord-est de la cité, le paysage est presque vierge. Emile Morinaud, l'inamovible député maire dont le nom est indissolublement associé à toute l'histoire constantinoise, a fait construire, dans ce site élevé et hautain, un grandiose monument aux morts.

La Victoire qui déploie ses ailes de bronze au sommet de ce pompeux édifice plane comme pour arbitrer le dialogue abrupt entre la ville escarpée, rugueuse, et la souriante vallée du Hamma étalant, au bas de l'à-pic vertigineux, la verdure de ses potagers et de ses vergers. « Perchée sur son rocher, Constantine fait penser à Tolède »,



Chapellon

affirme Albert Camus. Cet Algérois, en écrivant ces lignes, a eu une intuition toute constantinoise. La comparaison avec Tolède-sur-le-Tage n'est pas insolite, car l'austère grandeur de Constantine a bien quelque chose d'espagnol.

Vu d'avion, le pont suspendu semble relier, d'un seul trait prodigieux, le dôme rouge de l'hôpital au rectangle blanc du lycée d'Aumale, de l'autre côté du précipice. Ce pont suspendu est un grand personnage auquel le petit peuple rend un hommage spontané.

B. Dantreb

Le quartier arabe. Rien n'y a changé depuis des siècles. Les cris, la marmaille et les fumeurs de kif. On y vend de tout mais surtout du *kettane*, du tissu, cotonnades dont les femmes se parent sans toujours les coudre.

A Sidi-M'Cid on se prend l'enscenseur, proclame encore la fière « berceuse de Constantine ». Cette phrase ésotérique fait allusion aux trois piscines de Sidi-M'Cid — « dont une olympique, monsieur ! » — directement creusées dans la falaise. On y accède, après une descente de près de 200 mètres, par un ascenseur dont l'entrée se situe vers les premiers tournants du « boulevard de l'Abîme ».

Cette corniche audacieuse, directement taillée, elle aussi, dans la masse rocheuse, aboutit place de la Brèche après avoir longé, sur les hauteurs, le quartier où se concentre, dans deux bâtiments voisins, l'autorité locale, civile et militaire.

Les officiers circulent entre les harmonieuses galeries à colonnettes de marbre du palais du bey Ahmed, où s'est installé l'état-major des troupes de l'Est algérien. Les fonctionnaires, eux, sont privés de toute joie artistique. La préfecture a toute la lourdeur inexpressive du style colonial de l'autre siècle.

Cette même empreinte inesthétique marque la partie basse de la ville européenne, celle qui longe le Rhumel. Sur la place de la Gare, la présence de l'empereur Constantin, toge sur le bras, ne suffit pas à faire revivre une grandeur antique dont témoignent seulement les vestiges des « Arcades romaines » et le nom du meilleur hôtel de la ville « le Cirta ». Dans la rue Clemenceau, ex-Nationale, face à la frêle passerelle Perrégaux, que le vent fait bouger au-dessus du ravin, l'architecture intérieure de la

T TOLÈDE"



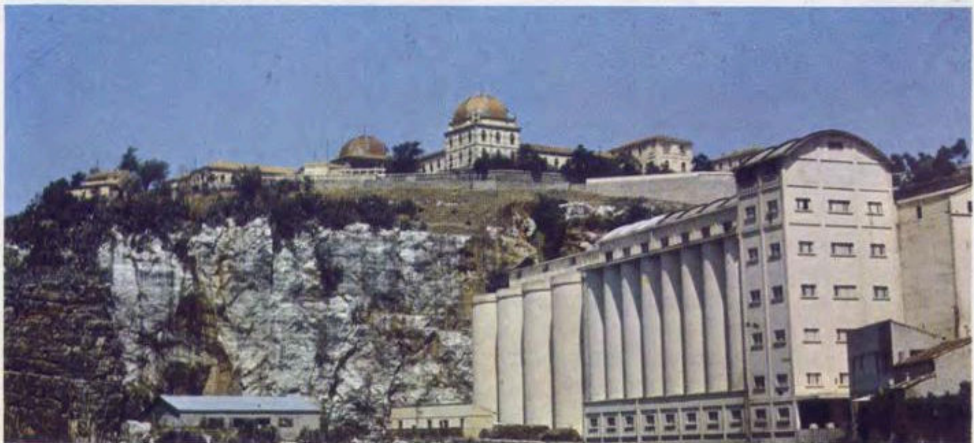
◀ Constantine avait statufié ses nostalgies de cité fermée à la mer. Elle avait son pêcheur.

L'hôpital militaire ▶ de Constantine, bâtisse insolite, moderne, à la façade ouverte sur la gorge du Rhumel.



Chapellon

La coopérative agricole. Énorme, avec ses docks-silos. Rappelant qu'ici était le grenier de Rome. ▼



B. Dantreb

médersa (le principal centre d'enseignement en arabe) imite celle de l'Alhambra de Grenade, mais ce n'est qu'une pâle copie. Il faut arriver jusqu'à l'entrée altière du pont de Sidi-Rached, à côté de l'hôtel « Cirta », pour retrouver d'un seul coup, la beauté fascinante d'une nouvelle vue panoramique sur le gouffre.

Les 127 arches de pierre du pont de Sidi-Rached sont autant de grands yeux ronds qui regardent la Casbah. Moins peuplés que cette médina, les autres quartiers musulmans se recroquevillent entre la rue Clemenceau et l'axe central de la ville européenne, la rue de France prolongée par la rue Caraman.

De la place Négrier à la rue Thiers, le quartier juif s'ordonne autour de la rue de France. Tout au long de cette artère, l'alternance des magasins de style européen et des minuscules échoppes où l'on vend les babouches, les plateaux de cuivre ciselés ou les brochettes, et que l'on pourrait croire arabes, indique ce qu'est bien, en vérité, ce ghetto qui ne s'est pas encore refermé, cette très ancienne *hara :* une transition et, pour quelque temps encore, un trait d'union entre le monde chrétien et le monde musulman. Ce sont des orchestres juifs comme, par exemple, celui de Raymond Leyris, dit Raymond, qui conservent le mieux la tradition de la musique algéro-andalouse, le *malouf*. L'univers juif s'arrête d'ailleurs très précisément aux portes de la cathédrale, l'ancienne mosquée de Souk-el-Ghezel, dont on a chargé la façade de néo-fioritures à l'italienne quand la croix a pris la place du croissant.

A partir de là, on entre dans le royaume, non pas du marquis de Carabas, mais du marquis de Caraman. Le général de Caraman, qui commandait l'artillerie de siège lors de la prise de la capitale d'Ahmed bey par les Français, en octobre 1837, et qui mourut non pas du feu, mais du choléra, n'a pas laissé, dans l'histoire de France, un souvenir légendaire. A Constantine, cependant, il est inoubliable. C'est qu'il a donné son nom à la rue la plus étroite mais la plus animée de la ville.

Deux par deux comme les amoureux !

Avoir pignon sur rue Caraman classe, d'emblée, en première catégorie les établissements commerciaux — le « meuble » Pujol, la charcuterie Zarah, le restaurant Gambrinus ou la pharmacie Deschmaker — dont les enseignes, aussi immuables que les familles des notables locaux, n'ont pas changé depuis le début du siècle. Comme les amoureux, les alexandrins et les bœufs, ils se présentent, en général, deux par deux. Tissus ? Le « Novelty » et le « Carnaval de Venise ». Chaussures ? « André » et « Dressoir ». Pâtisserie ? « Princesse » et « le Poussin bleu ». Cafés ? l' « Alex » et l' « Excelsior ». Tous produits ? le « Monoprix » et le « Bazar du Globe ».

Le *paseo,* la promenade à l'espagnole qui permet aux Constantinois de se rencontrer, après le travail, commence rue Caraman et se poursuit place de la Brèche, dans un décor chargé d'histoire. ▶

▶ **CONSTANTINE**

moins d'Européens que de musulmans

La « Brèche » est, en effet, celle que les canons du général Valée ouvrirent, en octobre 1837, dans les murailles de la ville fortifiée par Ahmed bey, et où s'engouffrèrent les troupes françaises du colonel Lamoricière qui occupèrent, maison par maison, la ville, farouchement défendue par ses habitants. L'histoire a aussi soufflé, au même endroit, du balcon du théâtre municipal où de Gaulle prit la parole, en 1944.

Dans le quartier arabe. La misère au soleil, ▶ ou parfois, quand ce n'est pas la misère, un laisser-aller, un dédain de l'état des ruelles.

B. Dantreb

Le premier adjoint, puis le successeur de Morinaud à la mairie de Constantine fut le Dr Liagre, homme politique discuté mais remarquable médecin. On a baptisé avenue Pierre-Liagre la grande artère qui part de la Brèche et au bout de laquelle se trouve l'établissement le plus huppé de la ville : le Casino (café et cinéma).

On peut rencontrer, à la terrasse du Casino, à l'heure de l'apéritif, le grand patron qui, en 1955, règne aussi souverainement que le fit jadis Morinaud sur le royaume des Européens de Constantine : René Mayer, ancien président du Conseil, député de la circonscription, puissant ami d'Henri Borgeaud, seigneur algérois des agrumes et de la vigne, et de Léopold Morel, directeur de l'unique quotidien local, *la Dépêche*.

Du Casino, on rejoint, en remontant la rue Rohault-de-Fleury, toute bordée d'arcades, ou bien en suivant, rue du Faubourg-Saint-Jean, le trajet nonchalant du trolleybus, le plateau de Coudiat-Aty, où les H.L.M. ont poussé comme des champignons. Le cœur de ce « grand ensemble » est la place de la Pyramide et, du haut de cette pyramide, Lamoricière vous contemple.

Statufié, tout comme l'empereur Constantin, le fier soldat charge encore, sabre au clair, et rappelle ainsi aux passants que la possession de Coudiat, première position stratégique à être occupée par les troupes françaises, le 6 octobre 1837, permit, une semaine plus tard, l'assaut décisif contre la cité-citadelle d'Ahmed bey.

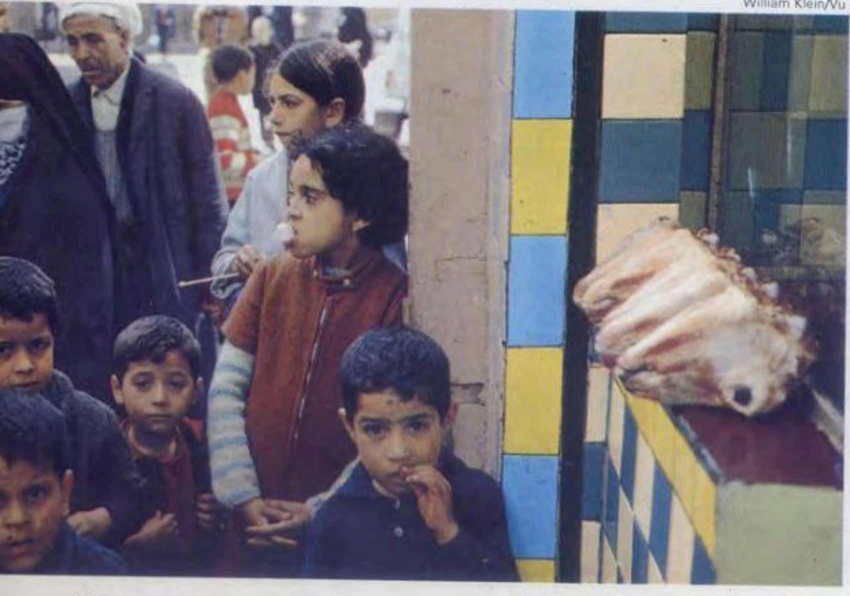
Il faut dire qu'à Constantine, en 1955, les Européens — juifs compris — sont quatre fois moins nombreux que les musulmans, et ils commencent à réaliser qu'ils ne sont qu'une île dans un océan.

Une conscience aiguë du rapport réel des forces entre les deux communautés les voue à une inquiétude permanente, à un certain repli sur eux-mêmes.

On mène, d'ailleurs, à Constantine, une vie très différente de la vie sonore et gesticulante des ports de la côte. Cette métropole secrète, orgueilleuse, sévère, dure, a quelque chose de sombre, même sous le plus implacable soleil. Grelottant l'hiver, étouffant l'été, elle préfère s'accrocher, s'agripper à son roc, plutôt que s'ouvrir sur l'extérieur. L'âpre sensibilité de cette ville de caractère, et même de mauvais caractère, marque tous les Constantinois, les Européens comme les musulmans. **H**

Albert Paul LENTIN

William Klein/Vu



Dans les boutiques tout en faïence, des hommes attisent le feu et font rôtir des têtes de mouton, régal des musulmans. D'autres, assis près de vasques où fume de l'huile, font frire ce que toute l'Algérie appelle les *f'taïrs,* les beignets tunisiens. Pour les gosses, c'est un spectacle dont ils ne se rassasient jamais.

CHRONOLOGIE Septembre 1955

FRANCE

5 : opération de police dans les milieux nord-africains de Paris.
Accord commercial franco-allemand.
11 : incidents à la gare de Lyon lors d'un départ de réservistes pour l'Afrique du Nord.
21 : aggravation des conflits sociaux à la S.N.C.F. et dans les services du gaz et de l'électricité.
30 : Poujade inculpé d'organisation de refus collectif de l'impôt.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

5 : entretiens entre Mohammed ben Youssef et Catroux à Antsirabé.
6-7 : conférence de l'Istiqlal à Rome.
12 : blocus du golfe d'Akaba.
Opération contre le parti communiste en Algérie.
13 : Roger Seydoux nommé haut-commissaire en Tunisie.
Dissolution du parti communiste algérien.
18 : Tahar ben Ammar, chef du premier gouvernement autonome tunisien.
26 : un groupe de 61 élus musulmans de l'Assemblée algérienne rejette l'intégration.
27 : Jacques Soustelle ajourne la session de l'Assemblée algérienne.
28 : Nasser annonce la fourniture d'armes tchécoslovaques à l'Égypte.
30 : inscription de la question algérienne à l'ordre du jour des Nations unies.

AMÉRIQUE

7 : grève des dockers aux États-Unis.
15 : soulèvements à Cordoba et Puerto Belgrano (Argentine).
19 : chute de Juan Peron, qui se réfugie au Paraguay.
21 : le général Eduardo Léonardi prend le pouvoir en Argentine.
24 : Eisenhower frappé par une crise cardiaque.
27 : découverte d'un complot communiste au Chili.

ASIE

6 : émeutes antigrecques à Istanbul et à Smyrne.
9 : campagne contre Bao-Daï au Sud-Vietnam.
11 : succès de l'ancien roi Norodom Sihanouk aux élections législatives cambodgiennes.
Retrait du Cambodge de l'Union française.
20 : offensive de l'armée yougoslave contre les rebelles Binh Xuyen.

EUROPE

7 : échec d'une conférence anglo-gréco-turque sur la question de Chypre.
6-14 : visite des souverains grecs en Yougoslavie.
9-13 : visite du chancelier Adenauer à Moscou.
20 : l'U.R.S.S. décide de retirer ses troupes de Finlande et de restituer l'enclave de Porkkala.
19 : départ des derniers contingents britanniques et soviétiques d'Autriche.
Établissement de relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne fédérale.
20 : signature d'un traité sur les relations entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Est.
23 : publication du livre blanc britannique sur l'affaire Burgess-Maclean.
25 : intensification de l'agitation à Chypre.
26 : l'amiral Raeder libéré de la prison de Spandau.

LA SEMAINE PROCHAINE



SOUSTELLE: "JE VEUX L'INTÉGRATION!"

Sommaire du n° 207 :

- **J. Soustelle : intégration !**
  Devant les cadavres éventrés d'El-Halia, le gouverneur bien que traumatisé, choqué, par l'horreur du spectacle, ne s'avoue pas battu. Avec courage et obstination, il tente de réaliser ses projets, de trouver des hommes politiques valables pour l'y aider.

- **Le F.L.N. à huis-clos**
  Fort du ralliement des centralistes et de l'unité pratiquement réalisée, le F.L.N. peut maintenant préciser ses objectifs. Déjà l'opinion internationale, alertée par une certaine intelligentsia parisienne, s'intéresse au problème algérien.

- **Kabylie : « Ça pourrit ! »**
  Les massacres du 20 août 1955 provoquèrent une réaction immédiate des forces de l'ordre. Mais elles sont encore trop peu nombreuses pour assurer un quadrillage efficace des zones de dissidence.

- **Sorciers de l'intoxication**
  Les théoriciens de la guerre subversive, les spécialistes des opérations secrètes butent parfois sur les obstacles qu'ils ont eux-mêmes dressés sur le chemin de l'adversaire. C'est ce qui arriva en cette fin d'année 1955.

- **Le peuple de Bab-el-Oued**
  Comment le bidonville de 1871 est devenu en 1956 cette ville colorée, vivante où les H.L.M. poussent comme des champignons ?

- **Noces sous le signe d'Allah**
  La fête du mariage peut durer plusieurs jours. C'est cette longue cérémonie qui nous est décrite.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 206 - 15 décembre 1971.

« Le gouvernement entend que la répression de ces crimes soit poursuivie avec intransigeance »
(déclaration du président Edgar FAURE)

L'ÉCHO D'ALGER

15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

DIMANCHE LUNDI 21-22 Août 1955

Entre KHENIFRA et OUED-ZEM
Trois journalistes français sont tués dans une embuscade
(INFORMATION EN PAGE 4)

Visant Constantine, Philippeville et de nombreux centres du Nord constantinois

Un sanglant mouvement insurrectionnel déclenché samedi à midi est écrasé en quelques heures



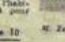
Le gouverneur général et Mme Hadj Saïd, délégué à l'Assemblée algérienne, qui fut blessé par des terroristes

800 rebelles avaient entraîné avec eux plus de 3.000 fellahs fanatisés

Les forces de l'ordre mises en état d'alerte ont réagi avec rapidité et efficacité

BILAN PROVISOIRE ÉTABLI HIER SOIR
475 cadavres de hors-la-loi dénombrés
800 prisonniers
69 tués et 156 blessés civils et militaires

CONSTANTINE (de notre envoyé spécial Robert-G. SOULE). — Il semble bien, ce soir, qu'en dépit des quelques soubresauts qui agitent encore le Nord constantinois, la flambée terroriste soit maintenant éteinte. On signalait quelques incidents isolés à Guelma, mais le calme est revenu dans l'ensemble du département.



★ Suite page 10



M. Zerbib, gérant du « Gambetta », montre une chaise trouée d'éclats de grenade

Devant l'assaut des rebelles fanatisés

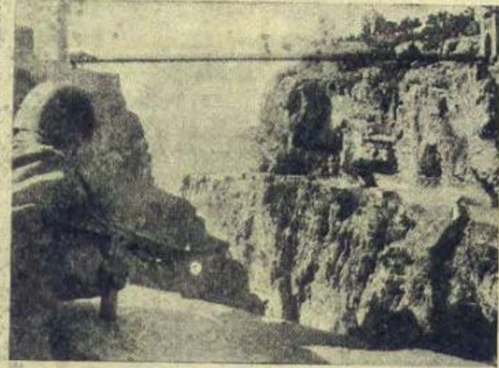
PHILIPPEVILLE et sa région ont vécu des heures horribles

Les parachutistes ont rétabli la situation dans l'après-midi, après avoir dû faire le siège de véritables « fort Chabrol »

PHILIPPEVILLE (de notre correspondant particulier Robert MANDINE). — Avec la journée de samedi 20 août, Philippeville et son arrondissement ont vécu les heures les plus difficiles et les plus horribles de leur existence. Hier matin, dimanche, on put seulement se rendre véritablement compte des dégâts causés, des massacres perpétrés de sang-froid par des bandes de hors-la-loi fanatiques.

La ville assaillie par les rebelles

★ Suite de la page 10



Un militaire veille près des gorges du Rhummel. De l'autre côté du ravin, la route en corniche par laquelle quatre terroristes tentèrent de s'enfuir en taxi



Au Maroc de graves émeutes ont ensanglanté Khenifra et Oued-Zem

Les grands centres urbains ont été relativement calmes

A OUED-ZEM

★ Suite page 4

René JANON, notre envoyé spécial était samedi à OUED-ZEM

"Partout la mort et la désolation sur mes lèvres expire une espèce de sanglot"

Plus de cent cinquante morts européens (civils et militaires)

OUED-ZEM. — C'est la pensée qui m'est venue immédiatement à l'esprit lorsque, sur le coup de 15 heures, je pénétrais après avoir rebondi avec ma voiture sur un barrage de pierres à l'entrée de ce qui fut la principale rue d'Oued-Zem.

Partout la mort et la désolation

★ Suite page 4

Hier en fin d'après-midi

Une attaque sur Guelma a été repoussée

Le bilan de l'engagement n'est pas encore connu

LE BILAN PROVISOIRE *par région* DES ÉVÉNEMENTS

Aux bilans établis pour Constantine et Philippeville, il convient d'ajouter, en ce qui concerne les autres régions troublées par l'insurrection, les chiffres suivants :

AU KROUBS : 4 militaires tués ; 20 rebelles abattus.

A BIZOT : 1 militaire tué ; 1 Européen blessé et 2 terroristes abattus.

A AIN-ABID où M. le Gouverneur général s'est rendu hier matin, la famille Mello a été massacrée.

A CONDE-SMENDOU : Un Européen tué ; un musulman assassiné ; 4 militaires blessés ; 19 rebelles abattus.

A CATINAT : 3 morts et 3 blessés parmi les civils ; 3 militaires tués et un automobiliste blessé.

SUR LA ROUTE DE GRAREM A EL-MILIA, deux automobilistes européens ont été grièvement blessés.

A EL-ARROUCH, l'huissier Ben Chérif, sa femme et ses deux enfants ont été épargnés. Les rebelles qui s'étaient réfugiés dans un logement attenant à la justice de paix en flammes, ont été délogés au mortier par les « paras » et anéantis. On ignore encore leur nombre, mais leurs pertes seraient très élevées. Deux Européens et deux militaires ont en outre été tués.

AUX MINES DE FER D'EL-HALIA, 24 Européens ont été massacrés.

A HELIOPOLIS : 1 militaire a été blessé ; de nombreux morts chez les civils ; les rebelles ayant attaqué des fermes et tué les gérants.

A SAINT-CHARLES, la mairie, à peine achevée a été incendiée, 1 C.R.S. a été tué ; 4 gendarmes ont été enlevés, leur voiture a été retrouvée vide et incendiée.

A ROBERTVILLE : 1 militaire a été tué et 2 autres blessés.

A OUED-ZENATI : 25 rebelles ont été abattus.

A COLLO : Le chef de la gendarmerie a été blessé ; un gendarme a été tué et tous les dépôts de liège ont été incendiés.

A JEMMAPES : 1 G.M.P.R., sa femme et sa sœur ont été égorgés.

A GASTONVILLE : Un gendarme a été tué ; le garde-champêtre européen et ses deux neveux ont été massacrés.

Les contacts pris à Oujda entre des émissaires du F.L.N. et des représentants du « Croissant noir », organisation terroriste marocaine, permirent de synchroniser l'action commune du « 20 août ». Qui saura jamais le nombre d'Européens et de Musulmans qui tombèrent sous les coups aveugles portés par les parents et les amis cherchant à venger les victimes innocentes ?